



Convegno internazionale

Valutare le politiche linguistiche

Quali obiettivi, criteri, indicatori?

X Giornate dei Diritti Linguistici

Teramo-Giulianova, 14-16 dicembre 2016

Abstracts / Résumés / Riassunti

INDICE

Agbefle Koffi Ganyo	3
Aguidi Mohammed	3
Akhvlediani Tsiuri – Mtchedlishvili Megi.....	4
Akhvlediani Tsiuri – Gabunia Ketevane.....	4
Alcalde Javier – Gobbo Federico.....	5
Ali-Benchérif – Mohammed Zakaria.....	6
Alves Vieira Eduardo.....	6
Anquetil Mathilde – De Carlo Maddalena.....	7
Astori Davide	8
Bagna Carla – Barni Monica – Machetti Sabrina	9
Boussiga Aissa	10
Bruguera Carla – Camardons Joan Solé – Ferret Anton – Torrijos Anna	10
Caselli Maria Cristina – Di Renzo Alessio – Roccaforte Maria – Volterra Virginia	11
Cipri Manuela	11
Colaiuda Cinzia	12
Costa Carreras Joan.....	13
Delmas Richard – Lebrument Chantal – Pouzin Louis	13
De Rugeriis Renata – Simon Sophia.....	14
Del Vecchio Costanzo – Petrucci Giuseppe	15
Di Battista Stefania	16
Dunham Margaret	17
Evseev Dimitrij – Ripani Massimo.....	17
Fettes Mark – Karamouzian Mahbod.....	18
Gaouaou Manaa – Saker Amina	19
Gawlitta Kurt.....	19
Gazzola Michele	20
Gianfreda Gabriele – Marziale Benedetta.....	21
Haroun Zineb	22
Hien Amélie	23
Le Lièvre Françoise – May Mingle.....	24
Montenay Yves	25
Ortutay Katalin.....	25
Palizhati Sulaiman.....	26
Roy Denis.....	27
Saggiomo Carmen.....	27
Stolfo Marco	28
Tosco Mauro	28
Tredicine Antonella.....	29

AGBEFLE KOFFI GANYO

University of Ghana, Legon - Laboratoire DELLA/ Département de Français
koffiganyoa@yahoo.fr

Les politiques linguistiques en Afrique face à la question des Droits linguistiques : Cas des politiques linguistiques éducatives au Ghana et au Togo

La présente communication se propose d'aborder un certain nombre de questions en rapport avec les politiques linguistiques scolaires en Afrique en général, au Togo et au Ghana en particulier. Elle nous donne l'occasion de dresser un plaidoyer général en faveur des langues nationales dans l'ensemble des systèmes scolaires africains car, on sait que l'enseignement exclusif en langues européennes dans les écoles africaines, surtout au niveau primaire, est un obstacle sérieux pour l'épanouissement de l'enfant et une atteinte sévère à la formation du futur citoyen acteur de développement (Poth, 1997). Malgré cela, la plupart des Etats africains se heurtent, aujourd'hui encore, à la délicate tâche d'élaboration d'une politique linguistique juste, équitable, harmonieuse et conséquente en faveur de leurs langues, répondant aux besoins d'une véritable politique de développement (Dumont, 1997 ; Maurer, 2010). Cette situation conduit inévitablement à un étouffement des langues endogènes qui finissent par disparaître ou pourrait l'être si rien n'est fait pour les sauvegarder. Or, on sait avec l'Article 5 de la Déclaration universelle des droits linguistiques que toutes les communautés linguistiques ont des droits égaux, indépendamment du statut légal ou politique de leur langue, qu'elle soit officielle, régionale ou minoritaire; et l'Article 8 nous apprend que toutes les communautés linguistiques ont le droit d'assurer l'usage de leur langue dans toutes les fonctions sociales. Mais tel ne semble pas être le cas chez les différentes communautés linguistiques en Afrique dont les langues sont généralement mises au rancart dans les diverses situations formelles de communication notamment dans les écoles. Cette situation ne peut qu'engendrer la disparition des langues africaines. De nos jours donc, le besoin d'utilisation des langues nationales dans les écoles au Ghana et au Togo se fait nécessaire. Ainsi, malgré que les enseignants, élèves et parents d'élèves aient fini par comprendre l'importance des LN dans la réussite scolaire d'un apprenant, le français et l'anglais continuent de régner sans partage dans les systèmes éducatifs togolais et ghanéen (Afeli, 2003 ; Yiboe, 2009). De ce fait, l'école africaine se prête comme un cadre d'injustice ou d'aliénation des droits linguistiques des enfants. Cette communication sera donc axée sur la principale question suivante : En quoi l'école africaine représente-t-elle un lieu d'injustice ou d'aliénation linguistique et comment y remédier ?

Mots-clés : Langues nationales ; langues endogènes ; aliénation linguistique ; politiques linguistiques scolaires.

3

AGUIDI MOHAMMED

Université Mohammed Premier, Oujda (Maroc)
etudiantdls@gmail.com

La Vision Stratégique de réforme éducative 2015-2030 au Maroc : Quelles nouvelles politiques linguistiques des langues étrangères ?

Au Maroc, l'histoire de réforme éducative a connu plusieurs dispositifs de réforme instaurés à l'Ecole et à l'Université, ex : 1999 : Charte Nationale de l'Education et de Formation ; 2009 : Programme d'Urgence 2009-2012.

En 2015, le Conseil Supérieur de l'Education, de Formation et de Recherche Scientifique (CSEFRS) a mis en œuvre un nouveau dispositif de réforme « La Vision Stratégique 2015-2030 » qui, dans leur contenu, remet en relief plusieurs pistes des enseignements.

L'enseignement des langues étrangères ne fait pas exception de cette nouvelle politique : « Les langues étrangères les plus utilisées dans le monde sont des moyens de communication d'intégration et d'interaction avec la société du savoir et d'ouverture sur les différentes cultures et les civilisations (la Constitution). Il convient de développer leur enseignement et leur apprentissage dans les différents cycles d'enseignement et de formation et de mettre en œuvre les approches pédagogiques favorisant leur apprentissage précoce » CSEFRS, *Vision Stratégique 2015-2030*, p45.

Par ailleurs les langues étrangères mentionnées dans la Constitution se distinguent d'une langue à l'autre, chaque langue selon son statut sociolinguistique. Par exemple, La place accordée à l'anglais n'est pas la même accordée à la langue française ou espagnole. Ce constat s'avère clairement dans les anciens dispositifs de réforme, chaque dispositif de réforme éducative véhicule des nouvelles politiques linguistiques. De ce fait, il serait très adéquat de faire un aperçu évaluatif des nouvelles politiques linguistiques conçues pour les langues étrangères selon la Vision Stratégique 2015-2030. Cette démarche serait le but de la présente communication en suivant le plan suivant :

- Petit rappel des politiques linguistiques conçues dans les anciens dispositifs de réforme.
- Observation, analyse et interprétation du nouveau statut des langues étrangères dans la Vision Stratégique 2015-2030.

Mots clés : réforme éducative, Vision Stratégique, langues étrangères, politique linguistique.

Bibliographie :

CSEFRS, 2015, *La Vision Stratégique 2015-2030*.

AKHVLEDIANI TSIURI – MTCHEDLISHVILI MEGI

Tsiuri Akhvlediani, Université de Tbilissi
tsiuriakhvlediani@yahoo.com

Megi Mtchedlishvili, Académie de business en Géorgie
mchedlishvilimegi@yahoo.com

Certains aspects de la politique linguistique en Géorgie

La langue représente un des éléments essentiels déterminant l'identité nationale, qui consolide la nation autour de soi-même. Sous le tsarisme en Géorgie, à la suite de la politique réalisée agressive et russe, la langue géorgienne a perdu cette importance vitale. La autocratie réalisait méthodiquement en Géorgie le changement de la situation démographique par le peuplement des autres unités ethniques et ethnolinguistiques. A l'aide de cette politique la Russie a réussi à changer essentiellement la carte ethnopolitique de la Géorgie.

La Géorgie s'est tournée vers l'espace culturelle russe, où la langue géorgienne et sa culture étaient sous l'oppression. L'état de la langue géorgienne s'est améliorée sous l'union soviétique, mais la langue russe était toujours comme le moyen de la communication essentiel de la société multinationale de la Géorgie. Après la disintégration de l'union soviétique, le gouvernement de la Géorgie s'est mis à réaliser la nouvelle politique linguistique dont l'objectif c'était le développement et le renforcement de la langue d'état. Ce procès se réalise en considérant les exigences de la charte européenne des langues régionales et les langues des minorités. En Géorgie le russe a perdu le status de la langue étrangère dominante et elle est remplacée par l'anglais. L'extension des fonctions de la langue anglaise contribue à l'implication dans les procès de la mondialisation économique et culturelle du pays et son intégration avec l'Occident.

D'après les expériences, le status des langues régionales est lié aux problèmes démographiques, économiques et politiques. C'est pourquoi la charte européenne des langues n'exige rien de n'importe quelle langue d'avance en nous proposant les critères pour la définition des langues régionales et des langues des minorités.

Pendant la décennie dernière, les procès politiques et économiques courants ont été directement réfléchis sur la politique d'état langagière. Elle doit contribuer à la consolidation de la société géorgienne, à l'union des minorités ethniques autour de l'état et l'idée de la nation.

La langue d'état n'est pas seulement le mécanisme des droits des citoyens et de la réalisation de la liberté, mais aussi l'élément nécessaire pour la réalisation de la gestion unifiée et l'entente de la volanté d'état.

D'après la situation concrète et historique et dans les conditions de la société géorgienne multi-nationale, le gouvernement de la Géorgie doit passer sans problème la politique moderne langagière qui sera orientée non seulement vers la défense des intérêts d'état mais aussi vers la défense des droits des minorités nationales et leurs intérêts.

Mots-clés: la situation démographique, la globalisation culturelle, la charte nationale des langues, la consolidation.

AKHVLEDIANI TSIURI – GABUNIA KETEVANE

Tsiuri Akhvlediani, Université de Tbilissi
tsiuriakhvlediani@yahoo.com

Ketevane Gabunia, Université de Tbilissi
keti_gabunia@yahoo.com

La politique linguistique de Géorgie pour les minorités nationales (Sur l'exemple de la langue azérbaidjienne)

La réalisation de la politique linguistique pour les minorités nationales représente un des problèmes les plus importants pour le développement de l'état géorgien. D'après la statistique, parmi les autres minorités langagières, les Azérbaidjaniens sont les plus nombreux dans le pays. Une enquête menée en 2002 a démontré que leur nombre est 284 671 personnes ce qui fait 6, 5 % de toute la population de Géorgie. La difficulté principale de leur intégration facile (tout comme dans le cas des autres minorités nationales) est la mal connaissance de la langue officielle d'état – le géorgien.

La politique soviétique, à cause de certaines raisons, favorisait largement à la classification ethnique et langagière de la population. La langue russe était la langue principale de la communication des peuples différentes, mais l'utilisation des

lingue nationales étaient soutenues par les établissements éducatifs; Les études aux écoles étaient aussi proposées en langues des minorités. Dans les établissements de l'enseignement supérieur les filières russes accueillaient régulièrement des étudiants. Par conséquent, après la chute de l'U.R.S.S. une grande partie de la population n'avait aucunes ou mauvaises connaissances de la langue géorgienne.

La mal connaissance de la langue officielle crée toujours de certaines difficultés: ne pas posséder un diplôme d'études supérieures et le fait de ne pas trouver un bon travail, le vacuum informatif, l'impossibilité de proclamer ses droits, car la langue de travail des établissements de justice ou administratifs est le géorgien.

Il faudrait augmenter le nombre des médias qui fonctionneraient à la langue azérbaidjanienne (comme aux langues des autres minorités nationales) ce qui rendrait l'information plus connue sur la vie sociale et politique pour tous les citoyens du pays. Parmi la population non géorgienne tout cela a causé l'ignorance de l'existence des parties politiques qui participaient aux élections parlementaires.

Durant la dernière décennie la politique linguistique du pays vise à sauvegarder les langues des minorités et à proposer l'enseignement à ces langues. D'après la loi géorgienne, l'enseignement supérieur doit être proposer seulement en géorgien; Mais les minorités peuvent avoir les études en langues maternelles aux niveaux primaire et secondaire. En Géorgie il existe plusieurs écoles pour les minorités langagières – il y a 97 écoles azérbaidjaniennes et 124 écoles mixtes géo-azérbaidjaniennes. Mais le pays essaie toujours de résoudre les problèmes importants comme la mal connaissance de la langue officielle, le chômage etc.

Mots clés: Les langues des minorités, la politique éducative, le vacuum informatif, les écoles mixtes.

ALCALDE JAVIER - GOBBO FEDERICO

Javier Alcalde, Scuola Normale Superiore, Firenze, javier.alcalde@sns.it
Federico Gobbo, Amsterdam / Milano-Bicocca / Torino, f.gobbo@uva.nl

Verso uno strumento di analisi della giustizia linguistica: parametri interdisciplinari essenziali

Il dibattito attuale sulla giustizia linguistica sembra essere un'area di ricerca promettente per trovare criteri e indicatori al fine di valutare le politiche linguistiche. I contributi al dibattito provengono da diversi retroterra accademici, tra cui filosofia politica, economia e vari rami della linguistica (Alcalde 2017). Questa diversità di approcci esprime obiettivi diversi e di conseguenza agende divergenti. Questo articolo intende mettere in relazione approcci presenti nella letteratura sulla giustizia linguistica compatibili, in modo da suggerire alcune raccomandazioni per valutare le politiche linguistiche mediante l'uso di parametri robusti. Uno di questi approcci è la sociolinguistica, che è stata recentemente applicata al tema in oggetto al fine di valutare situazioni con lingue in contatto e complessi repertori linguistici dei parlanti. In tal modo, si intende affinare la valutazione della giustizia linguistica mediante dati sociolinguistici provenienti dal mondo reale (Iannàccaro, Gobbo, Dell'Aquila, 2017). Un altro approccio importante, che porta alcuni dei risultati di ricerca più rilevanti all'interno della disciplina della teoria politica (liberale), proviene dai teorici del multiculturalismo, come parte della loro comprensione del concetto di giustizia. All'interno di tale prospettiva, una delle proposte più sofisticate per rendere l'area di ricerca della giustizia linguistica operativa è l'indice delle politiche del multiculturalismo di Banting e Kymlicka (2012). Tale indice, compatibile con l'approccio sociolinguistico, fornisce suggerimenti politici e sociologici per l'applicazione dei diritti linguistici alle minoranze dei migranti, popoli nativi e minoranze nazionali. Mostrando punti di forza e debolezza di entrambi gli approcci, proponiamo alcuni parametri interdisciplinari essenziali che possono essere usati per costruire uno strumento di analisi interdisciplinare della giustizia linguistica. Dal punto di vista della metodologia di ricerca, sosteniamo un approccio misto che combina analisi qualitativa e quantitativa, in modo da migliorare l'accuratezza dei dati riportati. Tali parametri, inoltre, intendono avere una portata globale, e vanno perciò usati in una prospettiva (e con dei dati opportuni) più ampia rispetto agli studi attuali incentrati solo sulle politiche linguistiche dei Paesi occidentali. L'obiettivo ultimo è quello di fornire uno strumento analitico in grado di valutare il grado di giustizia linguistica esistente in ogni società in modo rigoroso e sistematico.

5

Parole chiave: giustizia linguistica, politiche e pianificazione linguistiche, filosofia politica, sociolinguistica, multiculturalismo

Bibliografia:

Alcalde, Javier (2017). "Linguistic justice: an interdisciplinary overview of the literature". In Gazzola *et al.*
Banting, Keith, Will, Kymlicka (2012). "Is There Really a Retreat from Multiculturalism Policies? New evidence from the Multiculturalism Policy Index". *Comparative European Politics* 11(5): 577-598.
Gazzola, Michele, Bengt-Arne, Wickström, Torsten, Templin (2017). *Language Policy and Linguistic Justice: Economic, Philosophical and Sociolinguistic Approaches*. Berlin/New York: Springer.

Iannàccaro, Gabriele, Federico, Gobbo, Vittorio, Dell'Aquila (2017). "The assessment of sociolinguistic justice: parameters and models of analysis". In Gazzola *et al.*

ALI-BENCHERIF MOHAMMED ZAKARIA

Laboratoire Dylandimed Université de Tlemcen/CRASC Oran (Algérie)
Laboratoire Dylandimed (Dynamique des Langues et des Discours en Méditerranée) - Université de Tlemcen.
Chercheur associé au CRASC (Centre de Recherche en Anthropologie Sociale et Culturelle) Oran.
zakaria.alibencharif@gmail.com

Les conséquences de la planification toponymique en contexte multilingue algérien : la preuve par le terrain

Notre contribution n'a pas pour ambition de s'interroger sur les politiques linguistiques adoptées au lendemain de l'indépendance mais de jeter un regard sur ce qui résulte comme conséquences de leur mise en œuvre sur le terrain. Nous pouvons d'emblée affirmer qu'aucune évaluation n'a été faite pour engager une planification linguistique qui tienne compte de la dimension écologique où l'homme, la (les) langue(s) et l'environnement devraient occuper une place centrale dans la prise de décisions. Ainsi, nous soumettons à notre réflexion la question de la planification toponymique afin de présenter un panorama des faits concrets qui traduisent les paradoxes de la domination linguistique (Colonna, 2013). Pour cela nous adoptons une démarche méthodologique exploratoire à visée descriptive et compréhensive basée essentiellement sur l'observation et l'interprétation des faits. Nous nous basons dans notre réflexion sur deux types de données : un corpus de toponymes plurilingues et les discours tenus sur la ville (Barbérís, 2007).

Prônée comme la seule langue officielle pour représenter l'officialité en Algérie, l'arabe standard n'est plus la seule langue dominante comme le souhaitaient les décideurs. A cet effet, la co-officialité et le plurilinguisme impliquent de nouvelles mesures. Nous soulignons, en l'absence d'un cadre juridico-administratif, un désordre qui touche en premier la mémoire sociolinguistique de la ville (Bulot, 2004) et influe sur l'appropriation de l'espace par les individus. Outre la dimension stratégique de l'uniformisation, qui est un fait majeur dans la gestion de l'information géographique et l'aménagement du territoire, nous mettrons l'accent essentiellement sur la normalisation toponymique ainsi que sur le choix des langues, des graphies et de l'orthographe. D'un point de vue sociolinguistique, les toponymes ou encore les odonymes – en tant que traces visibles des contacts de langues – renseignent, à notre sens, sur l'état du plurilinguisme et de sa gestion. Jacques Derrida affirme que « *Toute culture s'institue par l'imposition unilatérale de quelque "politique" de la langue. La maîtrise, on le sait, commence par le pouvoir de nommer, d'imposer et de légitimer les appellations.* » (1996 : 68). Ainsi, une évaluation des faits émergents au plan toponymique amène à (re)penser la politique linguistique de la ville et à mettre de l'ordre dans le désordre provoqué par les politiques de monolinguisme jusque-là adoptées par les pouvoirs publics qui renient la diversité et le plurilinguisme.

Mots-clés : Politique linguistique, planification toponymique, multilinguisme, co-officialité, conscience toponymique, mémoire sociolinguistique, appropriation de l'espace.

ALVES VIEIRA EDUARDO

University of Leiden, The Netherlands
e.alves.vieira@hum.leidenuniv.nl

Brasil y CPLP en la proyección del portugués: expectativas y realidad

Para que la lengua portuguesa y la identidad cultural brasileña sean divulgadas en el mundo, es necesario desarrollar un análisis contextual perspicaz y coherente, que permita que dicha cultura en expansión se autoanalice y pueda prosperar con todas sus particularidades. Si consideramos la condición *sine qua non*, que la comunicación es fruto del lenguaje, que el lenguaje es materializado a través de las lenguas, que a su vez retratan realidades de identidades específicas, podemos afirmar que la lengua portuguesa ejerce un papel importante e indispensable en la proyección de Brasil y de los países de la CPLP (Comunidad de los Países de Lengua Portuguesa) en el mundo – y viceversa. Por lo tanto, se pretende con este trabajo analizar la política y planificación lingüística de esta comunidad, teniendo como base los presupuestos teóricos de Calvet (1997). Discutiremos las cuestiones inherentes al contexto de expansión lingüística del idioma internacionalmente, principalmente de su variedad brasileña. A través de un abordaje socio-lingüístico, educacional, cultural, económico y geopolítico, se propone en este artículo, un estudio que entienda la participación de

Brasil en la CPLP y en el proceso de difusión del idioma. (OLIVEIRA, 2013; GAIVÃO, 2010). En consecuencia, trazaremos estrategias específicas como la reestructuración de la enseñanza de la lengua en Brasil y de las políticas conjuntas de la CPLP que intentan proyectar el futuro del portugués en el tiempo y en el espacio internacional. Nuestro propósito es ofrecer un itinerario crítico que favorezca la divulgación de la lengua portuguesa en el mundo, analizando las ventajas y desventajas en su intento de difusión lingüística a partir de la perspectiva de aquél país, que al igual que los demás países de la CPLP, sigue en fase de desarrollo socioeconómico; excepto Portugal que pertenece a la Unión Europea y dispone de más recursos para promover la lengua y su cultura. En conclusión, proyectar la expansión de esa lengua y de las identidades culturales que en ella coexisten, es una tarea que exige una política y planificación lingüística conjunta entre todos los Estados Miembros de la CPLP, a fin de que el portugués ocupe su debido lugar en el mundo y en la economía global. Al realizar este estudio se ha comprobado que mucho se espera de Brasil para promover la lengua portuguesa y la CPLP y que el país que sigue en fase de desarrollo, tiene que ocuparse primeramente de su política interna. Sin embargo, las expectativas de los Estados Miembros de la entidad no conciden con la realidad de la política externa brasileña porque dependen demasiado de la promesa de que Brasil es una de las nuevas potencias económicas globales.

Key words: Brasil, CPLP, política y planificación lingüística, expansión del portugués.

Referencia Bibliográfica:

Calvet, Louis-Jean, and Lía Varela. *Las políticas lingüísticas*. Buenos Aires: Edicial, 1997.

Gaivão, Luís Mousinho de Magalhães, and Meneses de Mascarenhas. "CPLP: a cultura como principal factor de coesão." (2010).

Oliveira, Gilvan Müller. "Política linguística e internacionalização: a língua portuguesa no mundo globalizado do século XXI." *Trabalhos em Linguística Aplicada* 52.2 (2016): 409-433.

ANQUETIL MATHILDE - DE CARLO MADDALENA

Mathilde Anquetil (Università di Macerata)

mathilde.anquetil@unimc.it

Maddalena De Carlo (Università di Cassino e del Lazio Meridionale)

madecarlo@libero.it, m.decarlo@unicas.it

7

Politique linguistique européenne et institutionnalisation de l'intercompréhension

L'espace occupé par l'enseignement des langues dans les programmes scolaires est certainement un indice de la valeur attribuée aux compétences plurilingues. Pour évaluer ensuite l'efficacité de l'enseignement on dispose de tests de compétences, et dans ce domaine la recherche d'indicateurs quantitatifs aisément maniables amène les autorités à adopter des examens de type fonctionnel, basés sur les niveaux du Cadre Européen Commun de Référence pour les langues (CECR), ce qui n'est pas sans poser d'interrogations quant à la part culturelle de ces enseignements. Qu'en est-il pour l'approche didactique visant à promouvoir et renforcer l'intercompréhension entre langues d'une même famille? Le passage de l'intercompréhension (IC) comme forme spontanée de communication entre locuteurs de langues voisines, à l'IC comme objet d'une didactique spécifique s'est réalisée grâce au soutien constant des institutions européennes (Eurom4, Galatea, Galanet, Galapro, MIRIADI...) au nom de la promotion politique du plurilinguisme comme composante de l'identité européenne. Mais malgré le fort développement des modèles et projets, cette approche ne dispose pas encore d'un instrument d'évaluation des compétences acquises, ni d'une reconnaissance effective dans les programmes scolaires (hormis les récentes décisions du gouvernement catalan).

Cependant on constate une convergence forte entre les objectifs de la politique linguistique européenne (un plurilinguisme actif, social, facilitant la mobilité, respectueux des identités et diversités linguistico-culturelles y compris régionales, valorisant les compétences partielles) et le courant de recherche sur l'intercompréhension ; c'est sans doute ce qui a assuré un financement européen aux projets qui se sont succédés depuis vingt ans jusqu'au très récent EVAL-IC¹.

Ce dernier projet représente un tournant puisqu'il vise à produire les instruments d'une certification internationale en IC. Des référentiels de compétences ont déjà été produits : REFIC² pour les compétences de communication en IC, REFIDIC pour les compétences en didactique de l'IC ; le domaine est donc en voie d'institutionnalisation et reçoit de nouveau un soutien institutionnel européen sans doute dans l'objectif de produire un instrument permettant d'évaluer le fruit des interventions éducatives et de prouver le bien-fondé des investissements.

Ce tournant met cependant le domaine de recherche en IC devant de vastes défis:

¹ ERASMUS + 2016-2019

² www.miriadi.net

- La ricerca in IC, un settore praticamente senza chaire d'enseignement-recherche spécifique, vivente di fondi europei e che si sviluppa principalmente su piattaforme online, deve passare dall'esperienza conviviale e pioniera all'istituzionale con tutti i problemi di potere legati alla certificazione; come gestire l'istituzionalizzazione di un campo sperimentale?

- La comunicazione sviluppata sulle piattaforme con il principale obiettivo di dimostrare la possibilità stessa di una comunicazione in IC perde la sua innocenza volontaristica e goduristica, il suo diritto rivendicato all'approssimazione, quando essa si offre anche per la funzione di fornire una performance oggetto di prove di competenze valutabili; come conciliare rigore e motivazione per tutti i partecipanti?

- La politica linguistica europea che promuove il plurilinguismo essenzialmente come valore aggiunto della cittadinanza europea ha trovato una felice convergenza con il campo della didattica dell'IC, tendente come essa a provare (con successo) la possibilità di una comunicazione oltre le barriere linguistiche nazionali e regionali, quindi con una forte valorizzazione della facilitazione della comprensione, della mediazione delle incomprensioni durante le sessioni in IC interattive. Come per i formatori in IC passare da una postura di facilitatore empatico a quella di valutatore di livello, ciò che presuppone un posizionamento sanzionante non abituale nell'ethos collettivo dei pionieri dell'IC?

- Più generalmente come costruire una certificazione, necessaria all'inserimento effettivo dell'IC nelle politiche linguistiche educative, per un'approccio che oltre le competenze comunicative funzionali, valorizza particolarmente lo sviluppo di un rapporto soggettivo e riflessivo con la pluralità linguistica e lo sviluppo di competenze in comunicazione e pragmatica interculturale. Come istituzionalizzare, valutare senza perdere gli obiettivi educativi (*educazione linguistica*) che si lasciano così difficilmente incadrare in indicatori di valutazione?

Tali saranno le questioni sulle quali noi ci occuperemo durante la nostra intervento. Esse costituiscono una sorta di premessa epistemologica al momento in cui le autrici si preparano a perseguire il loro impegno a favore dell'IC nel quadro del progetto EVAL-IC.

Mots-clefs: intercomprensione, politiche linguistiche europee, valutazione delle competenze, certificazione come indicatore di valutazione di un'approccio didattico innovativo, indicatori e obiettivi educativi

ASTORI DAVIDE

Università di Parma
davide.astori.2@gmail.com

8

Parlare in inglese a un Congresso: ma quanto mi costa?

Nel presente intervento si ripercorreranno le tappe della partecipazione a un congresso in cui si debba parlare in una lingua non materna (che oggi vuol dire fondamentalmente l'inglese), analizzando e discutendo i costi aggiuntivi rispetto a un partecipante madrelingua, e il danno subito, e cercando – perché no – di quantificarli anche da un punto di vista economico.

Dando per scontata una conoscenza minima di livello B1 (altrimenti la partecipazione è preclusa in partenza) e trascurando i costi più generali di un'acquisizione dell'inglese a tale livello rispetto al nativo (già ampiamente indagati e sviscerati da tanta produzione scientifica), e ancor prima considerando di avere elaborato un abstract sufficientemente convincente, che nella lingua madre sarebbe in ogni caso risultato più efficace e accattivante, si valuteranno passo passo le difficoltà aggiuntive (che poi significa danni e costi economici) dell'italofono: dal concepimento dell'idea (che non può non essere mediata tramite la lingua madre), al suo sviluppo (che richiede o la stesura in lingua materna, con successiva traduzione, o ancora una resa diretta in inglese, con rischi non solo di depotenziamento dei contenuti, ma anche di scelta di essi a seconda delle competenze di espressione), alla gestione dei tempi (molto allungata nei non anglofoni, costretti a terminare ben prima degli altri – in media due, se non tre settimane – per permettere una traduzione o una revisione). Vi sono poi aspetti di forte perdita comunicativa-oratoria, durante la presentazione (che si limita spesso alla sola lettura, rischiando – con il tentare di andare a braccio – un ridicolo “effetto Trimalcione”) e ancora di più durante il dibattito, come relatore e come agente, più normalmente passivo, del pubblico (momento che causa maggior stress, dovuto a fraintendimenti, incomprensioni, disagio all'interno delle dinamiche linguistiche, e – più che nelle altre fasi della preparazione – un vero senso di alienazione).

In breve, i costi in più che un non anglofono dovrà sostenere per partecipare saranno dunque, tolto forse il principale (ossia quello del raggiungimento di un livello almeno B1): tempi maggiori di preparazione, costi vivi di traduzione/revisione, danno scientifico-culturale (depauperamento dei contenuti), danno professionale (il “danno e la beffa” di un risultato ridotto a fronte di un maggiore impegno, che significa perdita di “potere” dell'argomentazione), e, non ultimi, danni biologici (lo “stress da performance” durante la presenza al convegno, e quello più generale legato all'autostima). Se si ha la fortuna di superare tutto questo (ossia, dopo la *performance*, se si viene selezionati

“nonostante”), si apre l’ulteriore, immenso capitolo della pubblicazione. Che richiederebbe, da solo, un secondo intervento.

Tutto ciò a riflettere, attraverso un *exemplum* che potrebbe, di primo acchito, apparire forse scanzonato e banale, su temi di profondo spessore e contingenza: l’impatto economico, certo, ma anche culturale, sociale e scientifico, della (im)possibilità di discutere di scienza nella propria lingua materna. Dal ‘particolare’, per usare la felice espressione del Guicciardini, dell’esperienza del caso personale, al generale della questione di “quale/i lingua/e per la scienza”, cercando di sottolineare, prima che con l’argomentazione con la *praxis*, la sostenibilità di un multilinguismo passivo, in opposizione a una lingua veicolare (il tentativo di sdoganare l’inglese come ELF è solo un altro modo per aggirare il vero problema) che avvantaggia alcuni e svantaggia tutti gli altri.

Parole-chiave: lingua/e della scienza, giustizia e democrazia linguistica, diritto alla lingua materna, dinamiche linguistiche: equità/efficienza, lingue veicolari (ELF), sostenibilità, valutazione dei costi, “effetto Trimalcione”.

BAGNA CARLA - BARNI MONICA - MACHETTI SABRINA

CARLA BAGNA, bagna@unistrasi.it
MONICA BARNI, barni@unistrasi.it
SABRINA MACHETTI, machetti@unistrasi.it
Università per Stranieri di Siena

Historical and synchronic dimensions of LL in Italy: what methodologies are appropriate?

In the last 20 years, the use of the LL as a research tool and a data source to address a number of issues in multilingualism has become very wide. It has developed through more 'global' approach to LL, in which quantitative research is no more the main methodology applied, and the objects of analysis have expanded, especially in multilingual settings (Gorter, 2013; Barni, Bagna 2015).

Furthermore, many multilingual settings, such as in the case of Italy, were affected in their make up more from the absence than the presence of top-down language policies, often replaced by policies which sought to guarantee and secure public order with a strong impact on linguistic urban landscape.

Italy represents an example of how different political choices – not expressly linked to language policy - redraw the linguistic landscapes more quickly than individual or group attitudes.

Starting from the existing literature, but also from the researches on immigrant languages in Italy (Bagna, Barni, Siebetheu 2004; Bagna & Barni, 2008), our aim is to analyze how methodological issues and objects of analysis have evolved simultaneously over the years.

In particular, the paper discusses the need for a model able to measure and describe - over the time and at a given time - the impact of the public policies and extra-linguistic features on linguistic features in a multilingual context.

The paper focuses on a district of the city of Rome, the Esquilino district, perceived as one of the most multilingual districts in Italy. Since 2004, despite the visibility and vitality of 24 different languages, a strong public policy and the economic crisis have affected the visibility and vitality of languages and their relationships. In 2014, in just 6 months, the Chinese shops have disappeared and been replaced by Bengali stores, with a strong impact on the linguistic landscape.

References:

BAGNA C., BARNI M., SIEBETCHEU R., 2004, *Toscane favelle. Lingue immigrate nella provincia di Siena*, Collana dell’Osservatorio linguistico permanente dell’italiano diffuso fra stranieri e delle lingue immigrate in Italia, Perugia, Guerra Edizioni.

BARNI M., BAGNA C., 2008, *Immigrant Languages in Italy*. In: G. Extra, D. Gorter (eds.), *Multilingual Europe: Facts and Policies*, Berlin, Mouton de Gruyter: 293-313.

BARNI M., BAGNA C., 2015, *The critical turn in LL: New methodologies and new items in LL*. “Linguistic Landscape” 1-2: 6-18.

GORTER D., 2013, *Linguistic Landscapes in a Multilingual World*, *Annual Review of Applied Linguistics*, Volume 33 / March 2013: 190-212.

BOUSSIGA AISSA

Université Akli Mohand Oulhadj de Bouira
boussigaaisa@yahoo.fr

Politiques linguistiques et environnement graphique en Algérie : état des lieux et perspectives d'intervention

L'environnement graphique est un champ d'action important des différentes politiques linguistiques. En Algérie, les débats autour des langues à afficher ont pris quelquefois un tournant violent. C'est le cas de la campagne d'arabisation qui a eu lieu dans les années 70. Notre communication propose une évaluation des politiques linguistiques ayant trait à l'affichage des langues en Algérie. Trois plans seront ainsi examinés.

D'un point de vue sociolinguistique, les différentes décisions insistent sur la présence de la langue arabe dans les affichages publics et privés. Il est donc interdit d'afficher dans une autre langue que langue arabe. L'enquête de terrain a montré que l'affichage en langue française. De plus, quelle importance sera accordée à la langue amazighe qui vient d'être officialisée.

D'un point de vue sociologique, l'enquête de terrain a montré que les difficultés d'appropriation des lieux de ville viennent des problèmes d'aménagement linguistique. En effet, les noms de rue sont affichés dans plusieurs langues mais les locuteurs optent pour des stratégies discursives liées à l'arabe dialectal.

D'un point de vue économique, l'application imparfaite des décisions de la politique linguistique induit la multiplication des opérations d'affichage. Ces opérations constituent des dépenses supplémentaires dans un contexte d'austérité.

Face à cette situation, il est nécessaire de penser à des outils d'intervention. Tout d'abord, les décisions des politiques linguistiques doivent tenir compte des pratiques linguistiques réelles. De plus, il faut élaborer des programmes scolaires qui sensibilisent les élèves à l'importance de la diversité linguistique de l'environnement graphique.

Mots clés : environnement graphique, langues, politique linguistique, aménagement

BRUGUERA CARLA - CAMARDONS JOAN SOLE - FERRET ANTON – TORRIJOS ANNA

10

Carla Bruguera, cbrugueras@gencat.cat
Joan Solé Camardons, joansole@gencat.cat
Anton Ferret (Direcció General de Política Lingüística), aferrer@gencat.cat
Anna Torrijos, atorrijos@gencat.cat

El sistema d'indicadors lingüístics: diagnòstic, modernització i transparència en política lingüística

El monitoratge és un procés clau en l'avaluació de polítiques públiques i més concretament en les polítiques lingüístiques ja que permet fer diagnòstics sobre la situació de les llengües, establir plans d'acció i valorar-ne l'eficàcia. En aquest sentit, la Direcció general de política lingüística (DGPL) disposa, d'entre d'altres instruments, del sistema d'indicadors lingüístics (SIL).

Aquesta eina, que es va crear al 2006 i ha estat renovada en els darrers anys, conté una selecció d'indicadors feta per la DGPL i forma part del marc del Pla estadístic de Catalunya. El SIL ofereix dades sintètiques sobre l'estat del català en set àmbits: població, administració, ensenyament, mitjans de comunicació, consum cultural i món digital, món socioeconòmic, territoris de parla catalana i posicionament exterior.

En els darrers dos anys el SIL ha estat renovat per tal d'adaptar-lo a la situació actual i potenciar-ne les funcionalitats. Aquests canvis tenen quatre eixos principals. En primer lloc s'han revisat i ampliat les fonts de dades per assegurar la qualitat de la informació que proporciona l'instrument i encabir-hi els nous àmbits de comunicació digitals. En segon lloc ha canviat el format de visualització de les dades a través de la introducció de gràfics interactius que faciliten la lectura per part dels usuaris. En tercer lloc, el canvi de sistema utilitzat permet fer-ne l'actualització de forma regular. Finalment, i atenent a les necessitats de la societat actual s'ha assegurat l'accessibilitat al SIL des de qualsevol plataforma digital.

Aquesta renovació de la interfície web facilita l'accés, la comprensió i la futura divulgació de les dades per les xarxes socials. És un exemple de modernització i adaptació a les noves tecnologies i la societat de la informació, amb l'objectiu no només de poder disposar d'una bona eina diagnòstica sinó també d'arribar a tots els públics de la manera més transversal i transparent. L'objectiu d'aquesta comunicació és presentar els aspectes centrals de l'eina i l'evolució que ha fet. També es presentarà una selecció de dades incloses al SIL sobre de la situació de les llengües a Catalunya, especialment la llengua catalana.

Paraules clau: català, política lingüística, monitoratge, indicador, diagnòstic, eina, avaluar, dades, informació

**CASELLI MARIA CRISTINA – DI RENZO ALESSIO
ROCCAFORTE MARIA – VOLTERRA VIRGINIA**

Maria Cristina Caselli, Istituto di Scienze e Tecnologie della Cognizione del CNR, cristina.caselli@istc.cnr.it
Alessio Di Renzo, Istituto di Scienze e Tecnologie della Cognizione del CNR, alessio.direnzo@istc.cnr.it
Maria Roccaforte, Università Sapienza di Roma, maria.roccaforte@uniroma1.it
Virginia Volterra, Istituto di Scienze e Tecnologie della Cognizione del CNR, virginia.volterra@istc.cnr.it

Verso una politica linguistica sociale ed educativa bilingue Italiano-LIS

Le ricerche linguistiche e psicolinguistiche condotte sulla Lingua dei Segni Italiana (LIS) negli ultimi trent'anni documentano ampiamente, sulla base di dati empirici, che questa lingua, al pari di tutte le altre lingue dei segni del mondo indagate fino ad oggi, possiede caratteristiche strutturali e proprietà linguistiche del tutto equiparabili a quelle di una qualsiasi altra lingua storico-naturale..

La LIS, però, ad oggi non è stata ancora ufficialmente riconosciuta come lingua a livello nazionale, a dispetto del grande impegno profuso da numerosi enti, associazioni, liberi movimenti e singoli cittadini sordi e udenti per dare piena attuazione alla Convenzione ONU sui Diritti delle Persone con Disabilità ratificata dall'Italia con legge 3 marzo 2009, n. 18. Proprio in queste ultime settimane sono infatti state discusse e depositate alla Camera Proposte e Disegni di Legge sul "Riconoscimento della Lingua dei Segni Italiana", Testo unificato adottato dalla Commissione per i Disegni di Legge, n° 302, 1019, 1151, 1789, 1907.

Nonostante la mancanza di un riconoscimento a livello nazionale, la LIS è riconosciuta come lingua in diverse regioni italiane (ad es. in Calabria, in Lombardia, nel Lazio, in Piemonte, in Sicilia), in diversi Comuni (ad es. ad Aprilia (RM), a Celano (AQ), Roma Capitale) ed è anche grazie a questi riconoscimenti regionali e locali (spesso privi di fondi e finanziamenti), stato possibile utilizzarla in diverse scuole nell'ambito di progetti di bilinguismo Italiano-LIS. Sebbene questo genere di progetti siano piuttosto diffusi, non siamo a conoscenza di studi che valutino come vengano realizzati, quali figure professionali (e con quali preparazione) vi prendano parte e quali siano i benefici raggiunti in termini di integrazione scolastica bilingue.

Dopo aver fatto il punto sulle diverse leggi regionali e i disegni di legge che riguardano la scuola italiana, il presente contributo si pone l'obiettivo di presentare un questionario volto a indagare i criteri di valutazione nelle scuole italiane di progetti di bilinguismo Italiano-LIS (dati generali, anni di presenza della LIS nella scuola, ore di insegnamento, insegnanti, materiale didattico, risorse economiche, ecc) per fornire uno strumento di valutazione comune e condiviso. Il questionario si muoverà a partire da un questionario inedito, sviluppato nell'ambito di una borsa di studio ENS-ISTC del CNR (Gulli, 2011) e sarà ispirato ai principi dei lavori realizzati nel progetto "lingue di minoranza e scuola. A dieci anni dalla legge 482/99" (Iannàccaro e al., 2010).

Parole-chiave: lingua patrimoniale, lingua dei segni italiana, LIS, LIS nella scuola, questionario,

CIPRI MANUELA

Sapienza Università di Roma – Euroterminologia, Eurolinguistica
Direttrice Hermes Centro Studi Europeo - Roma
manuela.cipri@uniroma1.it

La trasparenza linguistica nella comunicazione della nuova Europa globalizzata

Ci sono momenti in cui l'interesse per lo studio delle lingue e per la comunicazione internazionale viene alla ribalta con grande rilevanza, ma non mi riferisco alla realtà attuale. Il processo di ricostruzione dell'Unione Europea è stato accompagnato da un forte impegno istituzionale di promozione dello studio delle lingue, ma anche dalla consapevolezza della difficoltà di raggiungere le competenze linguistiche necessarie per assicurare ai cittadini europei pari opportunità di vita sociale e di lavoro. L'interesse della glottodidattica si è orientato man mano sui fattori che possono favorire la comunicazione interlinguistica e interculturale, verso la messa a punto di strategie didattiche più mirate e attente ai bisogni comunicativi in un'ottica europea, indicando nuove priorità e nuovi campi di intervento come quello della valorizzazione dello studio del lessico e del suo ruolo nella comunicazione internazionale. Come afferma Margaret Rogers: "The lexical problems of L2 L3 learners have been similarly underrated over the years. Much less has been written, for instance, about how they acquire words than about they acquire grammar. Teaching priorities have reflected this emphasis. But non-native language learners are themselves quick to identify lexical problems as their greatest single source of difficulty, and native speakers are said to find lexical errors more disruptive and more serious than grammatical errors"

L'importanza di curare e adattare il vocabolario ai bisogni comunicativi del mondo moderno è testimoniata dall'attività terminologica di vari Paesi considerando che nell'ambito dell'Unione Europea l'arricchimento e

l'adeguamento della terminologia costituisce la premessa per le pari dignità tra le lingue e la salvaguardia dei diritti dei cittadini europei e del pluralismo culturale e linguistico. Uno degli aspetti qualificanti della mondializzazione non può che essere un maggiore impegno linguistico di tutte le componenti della società, guidato dagli enti di ricerca, dai dipartimenti universitari e sostenuto dalle istituzioni pubbliche.

In questa prospettiva, l'Italia deve superare in modo più deciso persistenti perplessità di carattere ideologico o culturale e impegnarsi maggiormente nella creazione di un lessico che denomini le cose nuove con termini italiani, adeguati alle esigenze della comunicazione interlinguistica.

Il ricorrente grido di allarme per l'invasione di parole straniere, e in particolare di anglicismi, evidenzia il problema, ma il vero pericolo è l'inerzia. Piuttosto bisognerebbe chiedersi se si tratta soltanto di moda o di esotismo, o se c'è qualcosa di intrinseco, un valore evocativo, iconico, che ci fa apprezzare più o meno consapevolmente parole come *blitz*, *crack*, *splash*, o *stop*, e se non sarebbe utile esplorare con più attenzione la dimensione estetica delle lingue. Un approccio sincronico al fonosimbolismo e iconografico e comunicativo, oltre la non comunicazione ci permette di ridurre le distanze da ogni discorso teorico e storicistico che mette in primo piano l'utilità di individuare nei significanti, indizi, tracce dei significati, che danno spessore, densità, valenze espressive anche a quelle parole, la cui trasparenza si è nel tempo attenuata o perduta. La vera minaccia sono quei nuovi termini, sia italiani sia stranieri, che sono opachi, inespressivi, onomasiologicamente inadeguati, esteticamente discutibili, come molti di quelli che si incontrano quotidianamente, che a volte mettono in disparte termini trasparenti, efficaci, espressivi, ricchi di storia, di cultura, di immaginazione creativa, e come tali meritevoli di aspirare ad un futuro, anche sul piano internazionale. Non si tratta di contrastare o di mettere al bando i forestierismi o certi neologismi in quanto tali, ma è importante sollecitare e argomentare una riflessione critica, affrontare il problema resistere, non abbandonarsi ad una accettazione passiva dell'improvvisazione, che può compromettere o rallentare la ricerca di soluzioni atte a conciliare le tendenze evolutive delle singole lingue con le esigenze della comunicazione internazionale.

Parole chiave: Internazionalizzazione, condivisione, network society, tempo e spazio, comunicazione sibilinale e comunicazione nella non comunicazione, IDE, ITI (Diffusione Europea e trasparenza Internazionale)

COLAIUDA CINZIA

Università degli Studi di Roma "Tor Vergata", Dottorato di Studi comparati: Lingue, Letterature e Formazione.
Studi sull'educazione - cin.colaiuda@gmail.com

12

La qualità delle politiche linguistiche: narratività e costruzione delle identità

Parlare di politiche linguistiche nel settore strategico dell'educazione comporta la considerazione di molteplici piani e prospettive d'analisi da cui non si può prescindere data la complessità della tematica trattata. In particolar modo, è necessario tener conto sia dei diversi livelli di applicazione di tali politiche, sia dei processi sociali e comunicativi che ne consentono la realizzazione.

In questa prospettiva è fondamentale sottolineare come, sebbene la loro implementazione da parte degli stati membri segua normalmente le logiche gerarchizzanti degli approcci *top down*, i loro effetti concreti sul territorio siano visibili esclusivamente attraverso specifiche procedure di diffusione e di valorizzazione delle esperienze realizzate tramite approcci *bottom up*.

In questo *paper* si partirà dall'analisi di un'esperienza di ricerca - azione basata su un esempio concreto di alfabetizzazione primaria, per evidenziare l'importanza svolta da approcci *bottom up* all'educazione linguistica al fine di promuovere significativi cambiamenti sociali in termini di integrazione linguistica e culturale delle "diversità" a livello di microsistema. Si rifletterà, nel contempo, sulle dinamiche e sui mutamenti che tali approcci sono in grado di generare a livello di macrosistema attraverso proficui processi di geminazione delle esperienze.

A partire dal concetto di narratività (Bruner: 1986), si esaminerà l'importanza della narrazione e dell'auto-narrazione per la realizzazione di esperienze di apprendimento ispirate ai principi etici e valoriali delle politiche linguistiche del Consiglio d'Europa. Se ne analizzeranno gli effetti in termini di integrazione e di accettazione delle "diversità" in contesti scolastici multiculturali attraverso processi di espansione, metamorfosi e riconfigurazione dei confini identitari individuali.

Rispetto alle logiche neoliberiste del mercato educativo globale, che tendono ad omologare e incasellare le competenze individuali in schemi mentali precostituiti per rispondere alle esigenze della società "iper-moderna" (Lipovetsky: 2004), si rifletterà sull'importanza della qualità e significatività dei processi d'apprendimento e sulla necessità di (ri-)disegnare i contorni delle politiche linguistico - educative a partire dalle esigenze concrete del territorio e dalla valorizzazione delle diversità linguistiche e culturali che lo coabitano.

Parole-chiave: integrazione, diversità, approcci *bottom up*, qualità dei sistemi educativi

COSTA CARRERAS JOAN

Universitat Pompeu Fabra, Barcelona
joan.costa@upf.edu

Críteris i indicadors per a l'avaluació de polítiques lingüístiques. Sobre el “marc de condicions sociolingüístiques favorables” per a la implantació de la normativa lingüística

En el nostre article «Sobre el “marc de condicions sociolingüístiques favorables” per a la implantació de la normativa lingüística catalana» (revista *Caplletra*, 61, tardor 2016) despleguem conceptualment la unitat lèxica *marc de condicions sociolingüístiques favorables* a fi que sigui acadèmicament operativa per analitzar quins són els factors que afavoririen la implantació de la normativa lingüística del català. Ho fem a partir d'una concepció àmplia de la «sociolingüística catalana» i seguint les fases que normalment segueix la implantació de les normes: codificació (incloent-hi la selecció), difusió, aprenentatge i ús.

Es podria dir que aquest plantejament permetria practicar la «traçabilitat» quan es dona un cas de falta d'ús d'una estructura normativa: davant de la pregunta «per què el parlant *x* no usa la forma normativa *y*?», cada un dels epígrafs d'aquest treball pot ser proposat com a possible resposta (no exclusiva); és a dir, com a hipòtesi causal que caldrà refutar o confirmar. Un plantejament com aquest permetria, a més, situar cada cas en el seu context geogràfic i social: per exemple, no és el mateix la falta d'ús de la normativa en un territori amb ensenyament reglat i ús social raonable que en un territori sense ensenyament reglat i amb absència de la llengua en la societat.

El resultat que podem oferir és una valoració general, tant de quin àmbit sociolingüístic sembla que és més rellevant per a cada fase de l'estandardització com de quin àmbit sembla més rellevant en conjunt. Més concretament, l'objectiu de la comunicació serà presentar a la comunitat científica internacional un qüestionari en curs d'elaboració que serviria de protocol d'avaluació de la implantació de la normativa lingüística per discutir-ne la validesa teòrica i metodològica i l'aplicabilitat en altres contextos sociolingüístics.

Paraules clau: avaluació, implantació, normativa lingüística, sociolingüística, planificació lingüística.

DELMAS RICHARD – LEBRUMENT CHANTAL – POUZIN LOUIS

Richard DELMAS, SEMANTIS/Le Monde des Possibles, richaraix@gmail.com
Chantal LEBRUMENT, Présidente EUROLINC, lebrument@eurolinc.eu
Louis POUZIN, Président Open-Root, pouzin@open-root.eu

Pour des outils d'échange dans les domaines multilingues

Transmettre – Interpréter

La traduction et le traitement des langues dites majeures sont mis en défaut par la nécessité de modifier le paradigme humain lié à l'essor d'internet. L'obligation d'une langue vernaculaire se heurte au pragmatisme et aux crises financières actuelles. Avec le besoin d'instantanéité des traitements lié à des volumes sans précédent Internet bouscule les codes et oblige à repenser l'utilité d'une langue « pivot ».

Transmettre des idées, des concepts dans un corps constitué (académique, financier, politique, international, etc.) ne peut plus se concevoir comme un simple mouvement de traduction d'une langue vernaculaire à une langue majeure. La Culture, la Pensée se forment dans la langue maternelle et les différentes politiques linguistiques en œuvre depuis le Sommet du SMSI en 2003 vont dans ce sens.

Interpréter ou traduire via des systèmes automatiques a paru être LA solution à une Babel commune, on sait aujourd'hui qu'il n'en est rien. Si les utilitaires permettent d'échanger dans l'instantanéité, la limite du charabia souvent incompréhensible permet juste de comprendre le sens général, pas la pensée.

Une attitude facile consiste à accuser internet de ces limites, il faut donc faire un rappel sur les réalités liées au fonctionnement du réseau. Les algorithmes en fonction dans internet sont basés en « couches » où chacune fait son boulot :

Transmettre – LIVRER – Interpréter

Nous démontrerons qu'il n'y a pas que cette phase de livraison d'une langue à l'autre qui donne du sens et permette des échanges humains de qualité. Sur Internet, entre le vocabulaire et la langue, il y a l'intermédiation de programmes qui recherchent la pertinence et qui souvent passent par une application. Le programme le plus évident et pourtant le moins évoqué : les Noms de Domaine, pierre angulaire de la communication numérique. Le système actuel des noms de domaine (DNS) présente une classification arbitraire et limitée de l'ensemble des activités humaines. L'Internet met au

même niveau la langue et l'utilisation commerciale, les conflits entre le sens culturel et le monde des Marques en est une illustration. Parmi les exemples, le

.AMAZON qui hérisse les sud-américains ou le .SPA (devenu un site chinois « hot ») qui horrifie la ville éponyme. La réflexion proposera une gestion éthique du langage au travers des Noms de Domaine via le projet Open-Root et s'élargira aux avantages que pourrait en tirer la communauté internationale.

Ainsi, nous présenterons des pratiques linguistiques qui tendent à réduire la fracture avec les « nouvelles minorités » comme SEMANTIS-LMDP et ses actions vers les migrants. Nous pourrions esquisser des nouvelles formes de coalitions, hybridations et identités qui mettent en tension les paradigmes politiques occidentaux.

Livrer une traduction induit une bonne compréhension de la valeur des mots, liés aux différences culturelles. Dans cette équation il faut aussi considérer Internet et son fonctionnement en grande partie unilatéral et monolingue. Corriger ces défauts permettrait de se placer dans un vrai contexte plurilingue.

Oui, il existe un traitement possible de la langue au travers des algorithmes présents nativement dans Internet (celui du Datagramme de Louis Pouzin). Mais il convient de rappeler la réalité imposée par les dispositifs technologiques actuels et de faire le point sur les préjugés et les représentations liés à Internet.

Mots-Clés : Migrants, Afrique, Multilinguisme, MAAYA.

DE RUGERIIS RENATA – SIMON SOPHIA

Ph.D. Renata De Rugeriis – Università di Teramo e Associazione LEM-Italia, rderugeriis@unite.it

Ph.D. Sophia Simon – Università di Tubinga, sosimon@rom.uzh.ch

Politiche linguistiche in Sardegna: supporto o inefficacia nella tutela e promozione dell'identità linguistica sarda e sardo-catalana?

È soprattutto a partire degli anni '90 che registriamo un intensificarsi di attenzioni rivolte ai temi delle identità regionali. Un segno evidente di questa tendenza a una diversa configurazione del rapporto tra lo Stato e il pluralismo culturale esistente nel suo territorio è l'iniziativa del Consiglio d'Europa nel 1992 con la Carta europea delle lingue regionali o minoritarie e poi soprattutto con la Convenzione del 1995. In Sardegna, la legge regionale 26/1997 anticipa la politica linguistica da parte della Regione. Nel 1997 infatti, due anni prima della legge nazionale, viene approvata la l. reg. 15 ott. 1997 nr. 26, «Promozione e valorizzazione della cultura e della lingua della Sardegna». L'impianto della legge si basa sul legame tra lingua e identità regionale e attribuisce alla Regione un ruolo attivo in questo senso. All'art.1 si afferma che «La Regione Autonoma della Sardegna assume l'identità culturale del popolo sardo come bene primario da valorizzare [...]. A tal fine garantisce, tutela e valorizza la libera e multiforme espressione delle identità, dei bisogni, dei linguaggi e delle produzioni culturali in Sardegna». Oltre al sardo, la tutela si applica anche al catalano di Alghero, al dialetto sassarese e a quello gallurese, nonché al tabarchino delle isole di Sulcis (minoranza non inclusa tra le lingue riconosciute dalla legge nazionale, L. 482/99).

Confrontando i risultati delle relativamente poche indagini statistiche condotte negli ultimi vent'anni, sembra che le politiche di tutela degli ultimi anni abbiano avuto un effetto non tanto sulla dimensione comunicativa, ma su quella del significato che la lingua ha per chi la parla, sullo status che viene attribuito all'uso della lingua locale in genere collegata anche al prestigio (Simon, 2015).

Un'ulteriore contraddizione tra la concezione della lingua come segno distintivo dell'identità sarda e i vissuti individuali sembra riemergere quando si affronta il tema della valutazione delle politiche educative in Sardegna.

Nel caso di Alghero, abbiamo a che fare con un'identità culturale mista che si compone di elementi algheresi, sardi, italiani e recentemente anche caratterizzati dalle politiche linguistiche della Catalogna (alcuni algheresi parlano di colonialismo linguistico). Con il metodo della biografia linguistica, si rileva che le posizioni oscillano fra identificazione totale con la Sardegna da un lato e distanziamento da essa dall'altro. Come ulteriore elemento identitario, l'intervento della Catalogna provoca delle sensazioni contrastanti come l'identificazione totale («germans catalans», «siamo tutti catalani») o il rifiuto totale.

In questo vuoto d'identità, la lingua è un fattore decisivo che si manifesta negli algheresi a seconda della generazione in praesentia (algherese nelle generazioni di età avanzata e media; italiano in tutte le generazioni) oppure in absentia (algherese nelle generazioni più giovani). L'algherese è quindi sopravvissuto nelle generazioni più anziane, inoltre in settori strettamente limitati, anche sotto forma di singole espressioni e serve comunque ad arricchire e definire sia la lingua, sia l'identità degli algheresi. (Simon, 2016)

La vitalità dell'algherese è scarsa; le conoscenze linguistiche diminuiscono da una generazione all'altra (Simon, 2016).

Le attività di intervento linguistico della Catalogna provocano in una parte degli algheresi un netto rifiuto avverso ogni intramissione catalana, soprattutto nella questione della normalizzazione dell'algherese scritto. Dietro l'interesse a una normalització rileviamo anche interessi economici da parte dalla Catalogna: «Compartir llengua (i recuperar-la on s'està

perdent), compartir tarannà i cultura, ens pot obrir mercats o possibilitats d'estudi, de relació personal o de negocis. Provem-ho, doncs. És una aposta de futur.» (cfr. Treballar a la frontera: 5).

Tuttavia, modificando la nostra supposizione che le misure di politica linguistica abbiano una portata solamente ridotta, aderiamo ormai alla convinzione che le misure in merito ad una normalizzazione linguistica e la creazione di un modello di norma sono assolutamente utili e da approvare, poiché il caso contrario significherebbe accettare l'estinzione dell'algherese.

Keywords: politiche linguistiche, valutazione politiche linguistiche, biografia linguistica, identità linguistica, sardo-catalano, sardo.

DEL VECCHIO COSTANZO – PETRUCCI GIUSEPPE

Presidente Nazionale ENS Giuseppe Petrucci
Segretario Generale ENS - Avv. Costanzo Del Vecchio

Costruire prima di valutare: verso una politica linguistica

In Italia rispetto al passato sono stati compiuti numerosi passi in avanti in merito ai diritti delle persone disabili. Ma molto ancora resta da fare, considerato anche che la Convenzione Onu sui Diritti delle Persone con Disabilità è divenuta Legge dello Stato ma mai realmente applicata.

La Lingua dei Segni è una realtà storica, in quanto lingua naturale e sociologica importante, un mezzo di comunicazione e interazione, rappresentando in quanto tale una dimensione fondamentale di inclusione tra i membri di una stessa comunità e quale mezzo per relazionarsi tra comunità differenti. Esiste oggi una letteratura scientifica vasta, sia a livello internazionale che dedicata nello specifico alla LIS, eppure come spesso accade riscontriamo uno scollamento tra mondo della ricerca e politica linguistica realmente assimilata dalle istituzioni e dall'opinione pubblica.

La Conferenza Nazionale sulla Disabilità tenutasi a Firenze e organizzata dal Ministero del Lavoro e delle Politiche Sociali ha approvato il Programma di Azione Biennale per la promozione dei diritti e l'integrazione delle Persone con Disabilità, in attuazione della legislazione nazionale e internazionale ai sensi dell'art. 5, c. 3, della legge 3 marzo 2009, n. 18. Un programma che prevede parzialmente anche l'avvio di una politica linguistica in favore delle persone sorde, laddove si prefigge di regolamentare a livello nazionale i percorsi di formazione per gli assistenti alla comunicazione, definire le apposite qualifiche e istituire registri regionali degli assistenti qualificati.

Si tratta di un passo in direzione dell'applicazione della Convenzione ONU che, a oltre dieci anni dalla ratifica, non ha ancora prodotto risultati concreti per i cittadini sordi. Si pensi alle battaglie che la comunità sorda italiana conduce da anni, da ultimo con un testo unificato all'attenzione della Commissione Affari Costituzionali in Senato dal 2013, cui si è affiancato una serie di proteste nazionali, presidi e manifestazioni.

Il riconoscimento della lingua dei segni italiana a livello regionale ha innestato semi per una nuova politica linguistica, ultimi esempi sono i testi approvati nella regione Lazio e Lombardia, ma ancora manca un chiaro disegno politico e un reale impegno delle Istituzioni nel favorire il diritto alla libera scelta da parte delle persone sorde, della modalità di comunicazione/lingua che meglio risponde alle proprie esigenze personali. Il tema del convegno è valutare le politiche linguistiche, ma nel caso delle persone sorde occorre seriamente costruire una politica linguistica e questa non può che essere inclusiva.

Cosa significa inclusione? Non è un sinonimo di integrazione ma presuppone il non escludere, non limitare il diritto della persona con disabilità a utilizzare tutte le modalità comunicative, linguistiche, gli strumenti tecnologici e altro che possano garantire l'autonomia e l'accessibilità, nel caso specifico delle persone sorde.

L'ENS collabora e promuove azioni in sinergia con tutte le Istituzioni che nell'ambito delle loro competenze si occupano di accesso alla comunicazione, tra cui l'AGCOM, la RAI, il Ministero dello Sviluppo economico, il CNU e altri, ma manca ancora una politica unitaria. Questo anche nell'ottica della cornice normativa europea, alla luce della "Risoluzione del Parlamento europeo sulle lingue dei segni e gli interpreti di lingua dei segni professionisti" (2016/2952(RSP) di recentissima approvazione.

Il presente intervento ripercorre brevemente le diverse azioni portate avanti dall'ENS con l'obiettivo di pervenire a una politica linguistica unitaria che favorisca una sempre migliore qualità della vita per le persone sorde e le loro famiglie.

Build before evaluating: towards a language policy

In Italy than in the past has been made in several steps ahead of the rights of persons with disabilities. However, much remains to be done, considering that the UN CRPD – Convention on the rights of persons with disabilities - has become the law of the State but never actually applied.

Sign Language is a historical reality, as a natural language, with a sociological dimension. It is a fundamental means of communication and interaction, representing as such a fundamental step towards inclusion among members of the same community and as a means of relating between different communities. We have a huge international and national scientific literature concerning sign languages, but as usual, academic world and language policies are not linked together, nor actually assimilated by the institutions and public opinion.

The *National Conference on Disability* held in Florence, organized by the Ministry of Labour and Social Policy has approved the Biennial Programme of Action for the promotion of the rights and the integration of persons with disabilities, in the implementation of the UN CRPD. A program that partially also foresees the establishment of a language policy in favor of deaf people, aiming to regulate training courses for sign language interpreters and communication assistants, defining their appropriate academic qualifications and curricula and national professional registers.

It is a step towards the application of the UN Convention, yet after ten years since its adoption did not produce concrete results for the deaf Italian citizens. The Italian deaf community has fought for years battles for their human and civil rights.

In 2013 ENS proposed an Italian Sign language recognition Law draft, currently under scrutiny by the Constitutional Affairs Committee in the Senate, which was also accompanied by a series of national protests, but also conferences and debates dedicated to the issue of legal recognition of sign language.

The recognition of the regional Italian sign language geared seeds for a new language policy. Recent examples are the texts approved in Lazio and Lombardy regions, but still lacks a clear political plan and a real commitment of the institutions in promoting the right to free choice on the part of deaf people, the way to communicate or the language mode that best suits your personal needs.

The theme of the conference is to evaluate the language policies, but in the case of deaf people, must seriously build a language policy and this can only be inclusive.

What really does it mean the word "inclusion"? It is not a synonym of integration but presupposes not exclude, not restrict the rights of the disabled persons to use all ways of communication, language and other technological tools that can guarantee the autonomy and accessibility, in particular case for deaf people.

ENS cooperates and promotes actions in synergy with all institutions, which within their competencies deal with access to communication, such as AGCOM, RAI, the Ministry of Economic Development, the CNU - National Council of Users - and others, but it still lacks a unitary policy.

This also in view of the European regulatory framework proposed by the "European Parliament resolution on sign languages and professional sign language interpreters" (2016/2952 (RSP) - recently approved.

This action briefly reviews the different actions carried out by ENS with the aim of achieving a unified language policy, promoting a better quality of life for deaf people and their families.

DI BATTISTA STEFANIA

IC "Falcone e Borsellino", Basciano-Villa Vomano (TE)
stefy.dibattista@libero.it

Le politiche linguistiche e le conseguenti ripercussioni in ambito scolastico sia a livello europeo che nazionale

Trattato di Maastricht, libro bianco di Cresson, Memorandum di Lisbona, Barcellona 2002, Raccomandazione del Parlamento e del Consiglio Europeo relativo alle competenze chiave per l'apprendimento permanente, Europa 2020: interventi strategici che hanno in comune il rinnovamento dei sistemi di istruzione e formazione per rendere l'Europa "un'economia più competitiva e dinamica basata sulla conoscenza". Tra le competenze prioritarie indicate vi è il potenziamento della comunicazione in più lingue, ragion per cui si sono implementate iniziative volte a favorire la mobilità all'interno della comunità europea e la valorizzazione della diversità linguistica attraverso metodologie didattiche innovative. Tuttavia, dai dati delle indagini OCSE PISA risulta che i quindicenni scolarizzati, tra le varie carenze, riscontrano difficoltà nella lettura, il che presuppone un rinforzo in primis nella lingua madre attraverso strategie d'insegnamento più efficaci e mirate, per poi rafforzare ulteriormente le competenze nelle lingue straniere. Un interrogativo che ci si pone ha a che fare, comunque, proprio con la certificazione di suddette competenze: i test che sono a tal fine somministrati provengono da docenti esperti nella conoscenza delle politiche linguistiche o da personale completamente avulso da tale settore? Si tratta di test di verifica volti a valutare l'effettivo livello di competenza linguistica degli esaminati applicato anche a situazioni concrete di *problem-solving* o semplicemente di test incentrati su mero nozionismo? Cosa si può fare per ripensare e mettere in atto politiche di valutazione linguistica che facciano emergere il vero potenziale dei discenti esaminati?

Keywords: politiche linguistiche, scuola, valutazione, economia della conoscenza, competenze prioritarie

DUNHAM MARGARET

Lacito-CNRS, Maaya, Eurolinc
margaret.dunham@orange.fr

Why do languages matter?

The goal of any living creature is to survive and thrive (reproduce). We humans do that in groups, and groups are made and unmade mainly through language.

When we talk to others, it would seem that lexical content in fact only makes up 20% of the total information communicated. Without us being conscious of it, the other 80% is being processed by other sensory organs, notably the heart and guts. The goal of all this information processing is to determine whether or not the other person is trustworthy, likeable, which areas they have skills in, whether they are a potential mate, ally, etc. In other words, are they good or bad in terms of getting my needs met?

Fundamental human needs are universal, and are “few, finite and classifiable” according to Wikipedia. Beyond sleep, food and warmth, we also all need e.g. love, appreciation, feeling seen and heard. When humans are in danger or simply feel disconnected, the reptilian brain kicks in and cognitive functions drop.

Complex systems are highly sensitive to initial conditions. Our initial conditions include our instinctive reactions. The higher cognitive functions only came later, and they shut down, i.e. give precedence to the reptilian brain, whenever there is a fight-or-flight situation, which can be 80% of the time for someone with PTSD.

This is important to bear in mind when working for example with migrants, whatever their reason for migrating. Any one working with them: social services, the justice system, interpreters, citizens hosting a refugee... needs to realize that they cannot in effect communicate if the reptilian brain has kicked in.

It is also important when working on language vitalization. Our main goal in life is to get our needs met, which includes those of our “group”, and language is just one tool among many, albeit a powerful one. If the need for food is not being met but could be by switching languages, any right thinking human will switch languages (sadly not realizing that keeping both can be done).

However cultures, conveyed through language, are shorthand to learn to obey the rules which ensure social stability without having to think about it too much. One could almost say that without languages we wouldn't be quite human, as stories of feral children show. The things that make us human only exist in our minds, in and through language, and all are culturally specific, and are all there to get needs met.

Losing one's culture deprives a person of very specific types of support, usually provided by a smallish group.

I have no clear solutions to any of these problems, but as a conference interpreter, field linguist, teacher, translator, transformational coach who switched languages at age 15, I hope to raise some awareness on these issues, especially among Humanitarians and Public servants.

17

EVSEEV DIMITRIJ - RIPANI MASSIMO

Dimitrij Evseev, Cheboksarskij kooperativnyj institut, kprf21@list.ru
Massimo Ripani, Disvastigo – Lingue e Culture, massimo.ripani@gmail.com

Il rispetto e l'esercizio dei diritti linguistici durante le elezioni della Duma della Federazione Russa

Il 18 settembre 2016 si svolgeranno le elezioni dei deputati della Duma di Stato, la camera bassa del Parlamento russo. L'attuale legge elettorale contiene solo due norme che disciplinano il rispetto dei diritti linguistici.

Le commissioni elettorali dei soggetti politici facenti parte della Federazione Russa (repubbliche, province, territori, città federali, circondari autonomi) hanno la possibilità di stampare le schede elettorali nella lingua di Stato della corrispondente Repubblica membro della Federazione Russa (ad esempio in tataro nella Repubblica Tatarstan), e, se necessario, nelle lingue dei singoli popoli della Federazione Russa in territori ad alta densità di popolazione. Inoltre, le commissioni elettorali della Federazione Russa, a propria esclusiva discrezione, possono aiutare gli elettori con disabilità (non vedenti) fornendo speciali sagome (anche con i caratteri a rilievo Braille) affinché l'elettore possa autonomamente esprimere la propria preferenza sulle schede.

Le norme citate, tuttavia, non sono vincolanti. C'è ragione di credere che, anche a causa della crisi economica, le misure a tutela dei diritti linguistici delle minoranze non saranno osservate dalle commissioni elettorali dei soggetti che compongono la Federazione Russa. Lo studio si propone di verificare nel caso concreto delle prossime elezioni l'efficacia sostanziale delle normative in vigore e studiarne gli effetti, soprattutto per quanto riguarda l'esercizio dei diritti linguistici da parte dei non madrelingua russi.

Nella legislazione russa non si rinviene alcun riferimento al censo linguistico (requisito della legge elettorale, secondo il quale per il riconoscimento del diritto di voto è necessaria la conoscenza della lingua ufficiale di Stato). La Costituzione della Federazione Russa, infatti, garantisce pari diritti e libertà ai cittadini indipendentemente dalla loro lingua.

Rimangono, tuttavia, non regolati altri importanti aspetti legati all'esercizio da parte dei cittadini della Federazione Russa del suffragio attivo e passivo. Ad esempio, il diritto dei cittadini di elaborare documenti per la registrazione dei candidati nella loro lingua madre, o la possibilità per gli elettori di ricevere l'aiuto di interpreti per riempire la scheda elettorale al momento del voto. Va infine soggiunto che le norme ed i regolamenti della Federazione Russa limitano in modo significativo i diritti linguistici per quanto riguarda il flusso delle informazioni agli elettori sulle elezioni e la campagna elettorale.

Parole chiave: Federazione Russa, diritti politici, diritti linguistici, minoranze, elezioni, lingue locali, commissioni elettorali

FETTES MARK – KARAMOUZIAN MAHBOD

Mahbod Karamouzian, Università di Milano-Bicocca - f.m.karamouzian@gmail.com
Mark Fettes, Simon Fraser University / Università di Milano-Bicocca

A Multilayered Analytical Framework to Evaluate Language Policy for Diversity in European Mainstream Schools

Promoting language diversity and multilingualism is largely encouraged at the European level and through a range of communications from human rights to language policy. In this paper, we will evaluate language policies that address increasing diversity and *comprehensive multilingual education* in European mainstream schools. By choosing the notion of *comprehensive multilingual education* we emphasize that education systems: 1) should no longer solely focus on issues relevant to education of *nation* and *foreign* languages, ignoring *minority* and *migrant* languages less represented in education curricula and policy documents, and 2) should extend teaching and learning opportunities to other contexts and spaces beyond formal education. We apply a *macro-meso-micro* analytical framework to review relevant policy, analyze current measures in context, and provide examples of how they are implemented at different levels.

Policy measures developed at the *macro* (national) level are mostly too general to address the needs of specific schools or groups of students. Mainstream schools can benefit from the policy that addresses their concrete and specific needs. Prioritizing and setting clear standards to be met by local education authorities would be most beneficial at this level.

At the *meso* (regional, local) level, policies that promote meaningful collaboration between school systems; higher education, training, and research institutions; and other stakeholders such as community organizations are most important. This collaboration can promote awareness; accelerate policy adaptation, encourage evidence-based and needs-based policy development approaches, prepare well targeted measures for specific contexts, provide support and guidance to practitioners, and lead to proposals for change.

In addressing diversity and multilingualism at the *micro* (school) level, teacher capacity is the most influential factor. Traditional models of teacher education are not appropriate for the rapidly changing situations and there is a need for more flexible models and policy measures that promote collaborative approaches. Teachers should be trained and supported throughout their career to successfully adapt and implement policy measures that are most beneficial to their particular contexts. To move towards a *comprehensive multilingual education* in mainstream schools, teacher education is in need of particular attention in both policy development and implementation.

Keywords: language policy evaluation, language policy development and implementation, comprehensive multilingual education, mainstream school systems, teacher education.

GAOUAOU MANAA – SAKER AMINA

MANAA Gaouaou, Enseignant-chercheur, Université Batna 2, mana5_m@yahoo.fr
SAKER Amina Doctorante, Université Larbi BEN MHIDI - O.E.B., sakermoucha@yahoo.fr

Politique linguistique en Algérie : Une articulation autour des langues du domaine formel (le français et l'arabe scolaire)

La gestion de la question des langues en Algérie reste un sujet de discorde, de surenchère idéologique et de division, car elle n'a jamais été assumée depuis l'indépendance du pays de manière franche et courageuse par les différents gouvernements.

Dans la politique de monolinguisme adoptée en Algérie, depuis l'indépendance, l'arabisation est devenue un moyen d'affirmer l'identité arabe, la langue étant perçue comme l'attribut fondamental de la personnalité algérienne. Cette politique a permis d'affirmer le statut officiel de la langue arabe et sa place dans la société algérienne.

Nous exposerons, enfin, les fondements culturels et idéologiques de la politique linguistique appliquée en Algérie où la langue française occupe un statut réel de langue de communication dans notre société et son rôle dans le transfert des connaissances.

Mots-clés : gestion des langues, arabisation, politique linguistique, langue française.

GAWLITTA KURT

Comitato della Lingua Tedesca come Lingua Scientifica (ADAWIS)
kurt-gawlitta@t-online.de

Englisch als Sprache der Wissenschaft an den Hochschulen in Deutschland, Frankreich und Italien Vorschlag für einen Beitrag

Oft heißt es bei Diskussionen über die Sprache der Wissenschaft, Englisch habe die Funktion eines neuen Lateins angenommen. Dieser Vergleich ist irreführend. Latein besaß das Monopol in der Wissenschaft des Mittelalters und zu Beginn der Neuzeit, also zu einer Zeit, als das römische Reich längst untergegangen war und keine nationale Wissenschaft mehr von der Verwendung dieser einen Sprache profitieren konnte. Demgegenüber haben heute Studenten und Dozenten der nicht anglophonen Länder mit erheblichen Wettbewerbsnachteilen zu kämpfen, wenn sie sich auf Englisch einlassen oder einlassen müssen. Die Hochschulszene lässt sich heute fast kritiklos auf die echten oder angeblichen Bedürfnisse der Wissenschaft und der Wissenschaftler ein. Stets wird mit der Internationalität der Wissenschaft argumentiert. Selten wird jedoch aus der Sicht von Staat und Gesellschaft ein kritischer Maßstab angelegt und gefragt, ob die Bürger eines Landes es akzeptieren müssen, wenn sich die Universitäten zwar von den Steuerzahlern finanzieren lassen, jedoch die wissenschaftliche Kommunikation mit der übrigen Gesellschaft in der Landessprache einstellen. Eine Nation, die solches zulässt, verbaut sich auch die Möglichkeit, das eigene Land international als wissenschaftlich leistungsfähig zu präsentieren.

Ein System übergreifender, kritischer Maßstäbe zur Evaluierung der Sprachpolitik bieten Verfassung und Rechtsordnung eines Landes. Mit ihrer Hilfe lässt sich bestimmen, wie ein Ausgleich zwischen den Forderungen der Wissenschaftler und den Bedürfnissen der übrigen Gesellschaft geschaffen werden kann. Der Ansatz vieler Wissenschaftler, Freiheit der Wissenschaft bedeute, Wissenschaft stehe außerhalb der Rechtsordnung, ist nicht haltbar.

In diesem Beitrag soll für Frankreich, Italien und Deutschland verfassungs- und hochschulrechtlich untersucht werden, ob und inwieweit Studiengänge in englischer Sprache neben oder anstelle von Studiengängen in der Landessprache stattfinden können. Für Frankreich wird die Lage nach den Gesetzesänderungen vom 22./7.2013 und auf der Grundlage des Berichts der Hochschulaufsicht an das zuständige Ministerium vom Juni 2015 erörtert. Für die italienischen Hochschulen wird auf das Reformgesetz „Gelmini“ vom September 2010 und den Rechtsstreit um die Technische Hochschule

Mailand zurückgegriffen. Zur Situation in Deutschland werden die Beschlüsse der Kultusministerkonferenz zum Bologna-Prozess sowie die Hochschulgesetze der Länder zu Grunde gelegt. Die faktische Situation englischsprachiger Studiengänge wird den Vorgaben der Verfassung über die Grundrechte gegenübergestellt. Die Pläne der Technischen Universität München zur Umstellung der Studiengänge werden einbezogen.

GAZZOLA MICHELE

Humboldt-Universität zu Berlin
Institut für Erziehungswissenschaften
Ökonomie und Sprache / Wirtschaftspädagogik
Unter den Linden 6 - 10099 Berlino - Germania
gazzola@hu-berlin.de
michele@michelegazzola.com

Valutazione delle politiche pubbliche e pianificazione linguistica: modelli e indicatori a confronto

Una politica pubblica è un insieme di misure elaborate e attuate dallo Stato o dagli enti pubblici ad esso subordinati per risolvere in modo mirato un problema di natura collettiva. Le politiche pubbliche sono l'oggetto di studio della disciplina chiamata analisi e valutazione delle politiche pubbliche (AVPP), un ambito interdisciplinare che negli ultimi decenni ha prodotto una vasta letteratura teorica ed empirica applicata a numerosi ambiti di intervento pubblico, fra cui l'ambiente, l'istruzione e la lotta alla disoccupazione (Knoepfel *et al.* 2015). Sorprendentemente però l'apporto teorico della AVPP è ancora poco conosciuto fra gli studiosi di politica linguistica, come è dimostrato, pur con qualche eccezione, dalla mancanza di riferimenti espliciti a questo ambito di ricerca nei più recenti manuali internazionali in pianificazione linguistica (fra gli altri, vedi Spolsky 2012, Johnson 2013, Hult e Johnson 2015).

In questa presentazione illustreremo brevemente le quattro fasi della AVPP—vale a dire, l'inclusione di un problema nell'agenda politica (o "agendizzazione"), la programmazione dell'intervento, l'attuazione e infine la valutazione—, e vedremo come esse possono essere riferite e adattate alla ricerca e ad alcuni modelli già esistenti in pianificazione linguistica. Si porrà particolare attenzione alla distinzione fra "politiche linguistiche incrementali" e "regimi linguistici". Le prime mirano a modificare un ambiente linguistico in una certa direzione, ad esempio, migliorare la vitalità di una lingua minoritaria. I secondi invece mirano a gestire la comunicazione multilingue nelle attività quotidiane di un apparato statale senza necessariamente voler generare un cambiamento specifico nel comportamento degli attori. Nella seconda parte ci concentreremo sulla valutazione degli effetti delle politiche linguistiche, un ambito di lavoro verso in quale vi è crescente interesse e nel quale si riscontra già una letteratura abbastanza nutrita (si veda Gazzola, Grin and Wickström 2016 per una panoramica). Illustreremo il ruolo degli indicatori nella valutazione dell'efficacia e dell'equità delle politiche linguistiche, le loro proprietà, e infine proporremo un'analisi comparata e critica dei sistemi di indicatori sociolinguistici esistenti in Québec, in alcune regioni della Spagna e a livello dell'Unione Europea, mettendo in evidenza i loro punti di forza e di debolezza.

20

Parole chiave: Analisi e valutazione delle politiche pubbliche, indicatori, efficienza, efficacia, equità.

Bibliografia:

- Gazzola, Michele, François Grin e Bengt-Arne Wickström (2016). "A concise bibliography of language economics", in Gazzola, Michele e Bengt-Arne Wickström (eds.) *The Economics of Language Policy*, pp. 53-92. Cambridge (MA): MIT Press.
- Hult, Francis M. e David Cassels Johnson (eds.) (2015). *Research Methods in Language Policy and Planning: A Practical Guide*. Hoboken: Wiley-Blackwell.
- Johnson, David Cassels (2013). *Language policy*. Basingstoke: Palgrave Macmillan.
- Knoepfel, Peter, Corinne Larrue, Frédéric Varone e Jean-François Savard (2015). *Analyse et pilotage des politiques publiques. France, Suisse, Canada*. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Spolsky, Bernard (ed.) (2012). *The Cambridge handbook of language policy*. Cambridge (UK): Cambridge University Press.

“Comunità diffuse” e “lingue senza territorio”: quali politiche linguistiche per le persone sorde che utilizzano le lingue dei segni?

La maggior mobilità all'interno di organizzazioni sovranazionali ha favorito la commistione tra individui di lingue e culture diverse tra loro. Ciò riguarda anche le persone sorde che – per la complessità del deficit acustico – presentano una grande variabilità rispetto alle competenze nella lingua parlata e spesso utilizzano le lingue dei segni (LS).

Infatti, anche a prescindere dai flussi migratori, l'educazione dei sordi può includere l'apprendimento di una o più LS, ritenute dalla ricerca internazionale lingue naturali, che spesso veicolano forme di identificazione e appartenenza a una *minoranza linguistica*. Si consideri infatti che ciascuna comunità di sordi tramanda una propria LS con caratteristiche peculiari legate al Paese e alla cultura di appartenenza.

In moltissime Nazioni – grazie alle *Risoluzioni del Parlamento europeo del 1988 e 1998* sulle lingue dei segni e, più di recente, alla *Convenzione ONU sui diritti delle persone con disabilità* – le LS hanno conquistato importanti tutele.

Questo è accaduto solo parzialmente in Italia dove non è stata ancora adottata una legge nazionale di riconoscimento della lingua dei segni italiana (LIS) e le poche regioni che hanno provveduto in tal senso (si veda la *Legge 6/2015 regione Lazio*) non hanno ancora investito risorse o predisposto strumenti e servizi collegabili alla normativa licenziata e alle politiche linguistiche pianificate.

Ad ostacolare un pieno riconoscimento della LIS si pone la circostanza che, nel nostro ordinamento, la protezione delle minoranze linguistiche è incentrata sul *criterio della territorialità*, ossia risulta subordinata al radicamento in una determinata area geografica. Come verrà sottolineato in questa relazione, tuttavia, tale posizione non sembra giustificata in quanto:

- questo criterio non offre un'adeguata protezione alle cosiddette “comunità diffuse” (i sordi che utilizzano le LS e si riconoscono in una comunità linguistica, gli immigrati o le popolazioni Sinti e Rom);
- negli ordinamenti giuridici di vari Paesi non si rinviene una definizione univoca di minoranza linguistica; quindi, il radicamento in un determinato spazio non dovrebbe costituire un elemento imprescindibile;
- la *Carta europea delle lingue regionali o minoritarie* – estendendo alle “lingue sprovviste di territorio” i principi riconosciuti alle comunità linguistiche stanziate in uno spazio determinato (art. 7, comma 5) – contribuisce a identificare parametri di riconoscimento delle minoranze diversi da quello territoriale.

Premesso ciò, se anche i sordi che ricorrono alle LS possono essere considerati minoranze linguistiche (si veda la *Convenzione Onu* citata), anche le politiche e gli strumenti linguistici comunitari (e non solo quelli nazionali) – come ad esempio, il *Quadro Comune Europeo di Riferimento per le lingue* e la *Carta* appena ricordata – andrebbero declinati con riferimento alle peculiarità delle comunità sorde segnanti.

A tutti gli individui dovrebbe infatti essere garantito l'effettivo esercizio di diritti fondamentali come quelli di apprendere, diffondere e insegnare il proprio idioma, identificandosi con esso e godendo del rispetto delle altre persone.

Parole chiave: sordità, lingue dei segni, minoranze linguistiche, lingue senza territorio.

**L'évaluation de la politique linguistique de l'enseignement du français en Algérie
à la lumière de la francophonie**

En dépit de sa non-adhésion à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), l'Algérie bénéficie depuis sa participation à la conférence de celle-ci à Beyrouth en 2003 de plusieurs actions francophones qui touchent les niveaux décisionnels du curriculum (Jonnaert, Ettayebi, & Devise, 2009) du système éducatif algérien (Bel Abbas, 2012, Haroun, 2015). Ces interventions pourraient faire l'objet d'un examen à la lumière duquel s'effectuera une évaluation de la politique linguistique de l'enseignement du français à l'école algérienne. Cette évaluation est plus que nécessaire dans un contexte d'une politique linguistique éducative qui assiste à des dysfonctionnements depuis l'indépendance du Pays. L'une des défaillances les plus pertinentes concerne la langue d'enseignement à l'école qui bascule de l'arabe pour l'enseignement général vers le français pour la majorité des filières à l'université. Ce « choc linguistique » qui fait l'objet de plusieurs débats « idéologiques » et « scientifiques » depuis des décennies mérite un regard plus objectif susceptible d'asseoir une véritable politique d'aménagement linguistique à l'école tenant compte des réalités locales et des défis imposés.

Néanmoins, cette politique linguistique éducative pour qu'elle puisse répondre aux exigences contextuelles suppose dans un premier temps une évaluation de la situation sociolinguistique « de départ et d'arrivée » (Blanchet, 2008) en contexte scolaire afin de revenir sur la réalité de la langue française dans le système éducatif. Cette réalité est approchée à partir de plusieurs critères et indicateurs qu'il y a lieu d'établir sur la base des coexistences et des usages des langues à l'école depuis la réforme en 2003. Il est possible d'approcher ce critère à partir de la question du statut dans les textes officiels et de la réalisation effective de ces textes (Laporte, 1994). Cela n'empêche pas une rétrospection sur la question de l'enseignement du français dans une perspective comparative et évolutionniste. Dans un second temps, cette évaluation concernera « l'évaluation de la mise en œuvre des interventions décidées » (Boyer, 2008). Ces interventions portent sur les actions francophones entreprises depuis la mise en œuvre de la réforme aux niveaux méso, macro et micro du curriculum de l'enseignement du français. Ce regard sur ces interventions s'élabore à partir de critères sur « la nature des interventions » et sur « l'identité des acteurs » (Truchot, 2008). L'ensemble des critères d'évaluation précités est supposé contribuer à « une régulation des hétérogénéités linguistiques » (Boyer, cité par Blanchet, 2008) sur le plan statutaire et sur le plan interventionniste.

Mots-clés : évaluation- politique linguistique -réforme-enseignement-français- francophonie.

Références bibliographiques :

- Jonnaert, P., Ettayebi, M., Defise, R. (2009), Curriculum et la compétence. Cadre opérationnel, Bruxelles
- Laporte, P-E. (1994), « Les mots clés du discours politique en aménagement linguistique au Québec et au Canada » in Truchot Claude et al., *Le plurilinguisme européen, Théories et pratiques en politiques linguistiques*, Paris, Éditions Champion, p. 97-107
- Truchot, C. (2008) «L'analyse des pratiques d'évaluation des politiques linguistiques : un objet d'étude à constituer», *Les Cahiers du GEPE*, N°1/ 2008. L'analyse des pratiques d'évaluation des politiques linguistiques : une entrée pour l'étude des politiques linguistiques ? (2009). En ligne : www.cahiersdugepe.fr/index686.php
- Blanchet, P. (2008) «La nécessaire évaluation des politiques linguistiques entre complexité, relativité et significativité des indicateurs», *Les Cahiers du GEPE*, N°1/ 2008. L'analyse des pratiques d'évaluation des politiques linguistiques : une entrée pour l'étude des politiques linguistiques ? (2009). Pour le lire : www.cahiersdugepe.fr/index898.php
- Haroun. Z. (2015). "La francophonie et l'enseignement du français en Algérie : réalité d'un investissement", Colloque international sur *L'investissement en langues : Réalités et perspectives*, Constantine le, 15-16 novembre 2015.
- Bel Abbas, N. (2012). L'enseignement du français en Algérie : aperçu historique, états des lieux et perspectives. En ligne : www.academia.edu/2631900/Lenseignement_du_Francais_en_Algerie_Apercu_historique_Etat_des_lieux_et_perspectives

HIEN AMELIE

Université Laurentienne, Sudbury

Ahien@laurentian.ca

À quand une véritable politique linguistique au Burkina Faso ?

Situé au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Burkina Faso possède un peu plus de 18 millions d'habitants répartis sur une superficie de 274 200 km². C'est un pays multilingue où la langue officielle, le français, côtoie une soixantaine de langues nationales. Ces dernières font essentiellement partie de la famille nigéro-congolaise et sont classées dans trois groupes : gur, ouest-atlantique et mandé.

En dépit de la multitude de langues parlées sur son territoire, le Burkina Faso n'a pas, de manière explicite, une véritable politique linguistique. L'unique article de la Constitution qui concerne ce domaine est l'Article 35 qui stipule que : « 1) La langue officielle est le français. 2) La loi fixe les modalités de promotion et d'officialisation des langues nationales ». Si tout semble clair en ce qui concerne la langue française, qu'en est-il du statut et des usages des langues dites nationales ? Qu'est-ce qui oriente les actions timides entreprises en vue de la promotion des langues nationales ou de l'usage de certaines d'entre elles ? Qu'en est-il de l'information ainsi que de l'offre de services administratifs ou de santé lorsqu'on sait que près de 20 % seulement de la population comprend la langue officielle du pays ? Comment assurer la pérennité de ces langues nationales patrimoniales et des différentes cultures qu'elles véhiculent ? Comment promouvoir une bonne participation des citoyens à la vie de la nation si les débats socio-politiques sont souvent menés dans une langue inaccessible à 80 % de la population ? Voici autant de questions auxquelles il est difficile de répondre sans véritable politique linguistique.

Notre objectif, face à l'urgente nécessité pour le Burkina de se doter d'une politique linguistique convenable, est double. D'abord, mettre au jour et analyser les règlements et autres décrets ponctuels, circonstanciels ou sectoriels qui existent sur le terrain et qui conduisent, çà et là, à l'usage de certaines langues nationales dans la sphère publique (quelques écoles bilingues en expérimentation, quelques émissions à la télévision et à la radio, etc.). Ensuite, après avoir fait cet état des lieux, jeter les bases qui permettront de proposer, à moyen terme, en collaboration avec les autorités du pays et des professionnels qualifiés à cet effet, une politique linguistique digne de ce nom. Cela contribuera, entre autres, à promouvoir un développement socio-économique endogène et durable au Burkina Faso.

Mots clés : Burkina Faso, politique linguistique, langues nationales, langue officielle, promotion des langues.

23

Bibliographie provisoire

Burkina Faso - L'Aménagement linguistique dans le monde. En ligne sur :

www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/burkina.htm

Canada. La Constitution canadienne. Dispositions linguistiques. En ligne sur :

www.axl.cefan.ulaval.ca/amnord/cndconst.htm

Constitution du Burkina Faso. 2 juin 1991 / Révisée le 5 février 2002. En ligne sur :

www.legiburkina.bf/SitePages/Constitution/c-2012.pdf

Government of Canada / Gouvernement du Canada. Official Languages Act (R.S.C., 1985, c. 31 (4th Supp.)). On: <http://laws-lois.justice.gc.ca/eng/acts/o-3.01/FullText.html>

Kedrebeogo G. 1998 : Francophonie et développement nationale : mythe et réalité ? Ouagadougou, Cahiers des Sciences et technique, CNRST, p. 12 - 24.

Langues et dialectes du Burkina Faso. En ligne sur :

www.burkinafasocotedazur.org/documents/documents/demographie/listing-langues-dialectes.pdf

L'éducation en langue française en Ontario : La politique d'aménagement linguistique. En ligne sur :

www.edu.gov.on.ca/fre/amenagement/mandate.html.

Nacro I. 1982 : Politique d'intégration des langues nationales dans le système éducatif, Rapport de DEA, Université de Paris X, 64 p.

Ngalasso M.M. (Dir), 1996 : Démocratie, le pouvoir des mots, Karthala, Paris, 165 p.

Nikiéma N. 1993 : « Les langues nationales et les intérêts de classe au Burkina Faso » dans les actes du colloque Langues nationales dans les système éducatifs, p. 131-144.

Organisation Intergouvernementale de la francophonie, 2014 : La langue française dans le monde, Paris, Nathan.

Roy I. 2006 : Vers un droit de participation des minorités à la vie de l'État? Montréal, Wilson & Lafleur, 406 p.

LE LIÈVRE FRANÇOISE - MAY MINGLE

CODIRE EA 4643, Université de Nantes *francoise.lielievre@gmail.com*
May Mingle, CODIRE EA 4643, Université de Nantes *maymingle@gmail.com*

« Avec twi et ga on va nulle part dans la vie » : politiques linguistiques éducatives et « doxa » populaire : quelle articulation ? Une étude dans des classes de linguistes à l'Université du Ghana, Legon.

Nous avons pu montrer lors de précédentes enquêtes (Le Lièvre, Mingle : à paraître) menées dans la prestigieuse université africaine du Ghana, Legon où l'anglais est langue d'enseignement : d'une part, que la conscience sociolinguistique de nos enquêtés, même linguistes, est très fortement influencée par des représentations stéréotypiques de l'utilité et de la valeur des langues ; et d'autre part que des échanges plurilingues existent entre les locuteurs (étudiants et enseignants) des différentes langues autochtones. Montrer que la verbalisation, même à la marge, du recours à diverses formes de mélange et d'alternance codiques lors des échanges en classe, a constitué une première étape dans notre travail. Les répertoires langagiers de nos enquêtés, faits de capacités partielles et déséquilibrées, apparaissent alors comme des processus dynamiques construits lors d'interactions complexes négociées. La réalité plurielle des répertoires linguistiques des individus et la complexité des échanges dans les classes montrent que des formes de décisions « implicites » existent et que la place accordée à l'anglais et aux langues autochtones dans les classes n'est pas celle qui leur est officiellement assignées et définies par les politiques linguistiques et les politiques linguistiques éducatives. Pensées lors de l'Indépendance pour contrer les rapports de concurrence entre les langues autochtones, les politiques linguistiques éducatives du Ghana ont échoué à penser et à aménager, dans les contextes éducatifs en particulier, la question de l'inclusion des langues autochtones en articulation avec celle de l'anglais, langue officielle du pays. À un moment où au Ghana comme dans d'autres pays africains (Gabon), des ruptures de transmission des langues autochtones au sein des familles - on parlera de "politiques linguistiques familiales" - sont de plus en plus fréquentes au profit d'un monolinguisme anglophone - ou francophone (Lemou: 2016) - il nous semble primordial d'associer la question de la « doxa » populaire, ou encore "préconstruit" (Pêcheux 1990) renfermant les représentations, les croyances et les opinions communes (Garric N. et Calas F. 2007 : 108), à celle des politiques linguistiques implicites. A partir d'extraits d'échanges réalisés sur le vif *in situ* dans des classes de l'Université du Ghana, Legon entre enseignants/étudiants et étudiants/étudiants nous montrerons selon quelles fonctionnalités le mélange et l'alternance codique sont régis lors des échanges enregistrés. L'existence de formes de parlars plurilingues est rarement verbalisée, admise ou pris en charge d'un point de vue didactique. Ces formes de parlars plurilingues, véritables capacités adaptatives dans la gestion des déséquilibres dans l'interaction, doivent être envisagées comme des formes d'adaptation et de mise en relation entre les différentes langues présentes dans les répertoires langagiers des étudiants et des enseignants. À la présentation du paysage sociolinguistique du Ghana, nous associerons celle des politiques linguistiques pour montrer qu'elles sont souvent pensées par défaut. A partir des résultats de notre enquête, en association avec une étude des représentations langagières des enquêtés, notre communication s'attachera à montrer selon quelles fonctionnalités les recours aux différentes langues autochtones, en articulation avec l'anglais, s'organisent dans la classe étudiée. Les quelques remarques faites - conçues dans une approche trans-disciplinaire (sociolinguistique et analyse du discours) - nous permettront de proposer des pistes tant didactiques que de politiques linguistiques dans le but d'opérer un déplacement de perspectives intégrant l'inclusion des langues autochtones en contexte éducatif à celle de la centralité de l'anglais.

Bibliographie sélective:

GARRIC, N. et CALAS, F. (2007): Introduction à la pragmatique, Paris, Hachette

LE LIEVRE, Françoise & MINGLE, May. (à paraître): "L'anglais et les langues ghanéennes : entre concurrence et complémentarité. Une étude à l'Université du Ghana, Legon", Le plurilinguisme, le pluriculturalisme et l'anglais dans la mondialisation, Peter Lang

LEMOU, Manzamasso. (2016): « Entre langue maternelle et langue officielle, quel statut pour le français en situation diglossique au Gabon? Questionnements sur les implications didactiques en contexte d'enseignement du FLE à l'Institut français du Gabon », mémoire de M2 soutenue à l'Université de Nantes sous la direction de Françoise Le Lièvre

PECHEUX, Michel. (1990): L'Inquiétude du discours, Denise Maldidier (éd.), Paris, Éditions des Cendres

MONTENAY YVES

Indépendant, président d'une O.N.G. « Nord-Sud », l'ICEG
montenay@numericable.fr

Les politiques linguistiques au Maghreb

Le Maghreb, et surtout l'Algérie et le Maroc sont un vaste champ d'études pour les politiques et les droits linguistiques. Après plus de 50 ans d'une apparente uniformité, la réalité bouscule les positions officielles.

Depuis les indépendances, les trois pays avaient une langue officielle unique : l'arabe. Ce mot n'est d'ailleurs pas défini mais est en général compris comme « l'arabe standard ». Nous commençons par quelques précisions sur ce point, avant de passer à la question principale, qui est que cette langue n'est spontanément parlée par personne, mais seulement plus ou moins bien lue et écrite. L'usage spontané est de parler soit ce que nous appelons en Europe des variantes de l'arabe dialectal (« les *darija* »), soit une des langues berbères soit le français. Et non seulement de parler, mais de plus en plus souvent de lire et d'écrire.

Les politiques officielles ont longtemps consisté dans un déni de cette situation, en espérant que l'école et les obligations administratives et officielles entraîneraient l'uniformisation linguistique par la langue officielle.

Cela n'a pas été le cas.

Dans un premier temps ce sont des langues berbères qui ont été reconnues nationales, puis officielles. Nous tenterons de mesurer l'application concrète de cette reconnaissance, application objectivement difficile même si elle était sincère et dépourvue de toute arrière-pensée, ce qui n'est pas certain.

Parallèlement les médias, radios d'abord, presse écrite et une partie du discours télévisé ensuite on fait un usage croissant de la véritable langue parlée, la ou les *darija*, dont nous rappellerons brièvement les composants. Cet usage croissant pousse à un début de sa standardisation au Maroc. Ces progrès sont tels que certains appellent la *darija* de Casablanca « le marocain ». Les pouvoirs publics sont divisés entre persistance du déni (« c'est un arabe corrompu qui a vocation à disparaître avec les progrès de la formation ») et réalisme (« l'instituteur doit être compris par les élèves »). Il semble que la réalité, au moins au Maroc et en Algérie, s'impose peu à peu pour les explications du contenu des manuels qui sont bien entendus rédigés en arabe standard.

Enfin la persistance, voire la diffusion, du français a amené récemment des mesures en sa faveur. Nous rappellerons les raisons de cette diffusion, qui vient d'amener l'Algérie et le Maroc à franciser l'enseignement des sciences au lycée, malgré la forte opposition des partisans de l'arabe, mais aussi de l'anglais. Cela dans le cadre d'une décrispation qui contraste avec la présence des islamistes dans les trois gouvernements.

Nous serons brefs sur la Tunisie, où la situation est plus simple du fait de la quasi-absence de berbérophones et une *darija* moins éloignée de l'arabe standard que dans les deux autres pays

Mots-clés : Algérie, Maroc, arabe, *darija*, berbère, français

ORTUTAY KATALIN

Université de Pannonie, Hongrie
ortutayk@gmail.com

La situation des langues minoritaires et l'application de la Charte européenne en Hongrie les dix dernières années

La Hongrie ayant ratifié il y a déjà plus de 20 ans, en 1995, la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires entrée en vigueur en 1998, a déposé déjà son cinquième Rapport sur les mesures prises en application des dispositions de la partie III qu'elle a acceptées. Avant la signature de la Charte, la Hongrie a adopté plusieurs dispositions constitutionnelles fondamentales, dont linguistiques, à l'égard des minorités autochtones vivant depuis des siècles sur le territoire de la Hongrie.

Ayant ratifié la Charte, la Hongrie a choisi à appliquer les dispositions de la partie III d'abord pour six minorités sur treize, en 2008, les autorités hongroises se sont engagées à appliquer les dispositions aux langues romani et beás aussi.

Il est temps de dresser le bilan concernant les efforts de la Hongrie pour sauvegarder son patrimoine linguistique et culturel. Il faut poser la question si tout cela est/sera suffisant pour les minorités nationales et ethniques, surtout pour les langues en danger, comme le romani et beás. Quel est l'avenir de l'enseignement en langues minoritaires, faut-il avoir plus d'écoles ou il suffit de renforcer l'efficacité de l'enseignement bilingue et de former plus d'enseignants?

Dans ma communication, je voudrais évaluer la situation réelle des minorités nationales et ethniques au cours des dix dernières années et l'application de la Charte à l'aide des rapports et recommandations récentes, en me référant aux statistiques les plus récentes du recensement de 2011.

mots-clés : minorité nationale, contexte juridique, enseignement bilingue, évaluation de la pratique linguistique.

PALIZHATI SULAIMAN

Chercheuse associée CRLAO France
Professeur Sain-Charles Baudimont Arras
spkashgar@yahoo.fr

La politique linguistique éducative chinoise : le bilinguisme ouïgour-chinois

La situation écolinguistique au Xinjiang (Chine) est complexe et en évolution constante dans cette région multiethnique et multilingue. Outre les Han, le Xinjiang compte officiellement une vingtaine de « nationalités ». Mais, en fait, deux grandes langues littéraires sont présentes, l'ouïgour et le chinois, au milieu d'autres langues altaïques.

Nous allons nous concentrer sur l'évolution du bilinguisme ouïgour-chinois, et examiner les facteurs sociolinguistiques ainsi que la politique linguistique chinoise qui explique cette évolution impressionnante.

Dans les années 1950, les chinois venus s'installer au Xinjiang doivent apprendre la langue ouïgour. Inversement, les fonctionnaires et scientifiques ouïgours, pour des raisons professionnelles, apprennent la langue chinoise. L'influence de la langue nationale sur la langue ouïgour et la vie intellectuelle est alors faible.

Dans les années 1960, pendant la révolution culturelle, la vie intellectuelle ouïgour est paralysée.

Dans les années 1970, on apprend le chinois, comme langue étrangère en dernière année des lycées ouïgours.

A la fin de la révolution culturelle (1976), les étudiants des grandes universités chinoises venant du Xinjiang doivent d'abord se rendre à Pékin pour apprendre le chinois.

Dans les années 1980, la science chinoise se développant très vite, les intellectuels ouïgours doivent apprendre le chinois pour pouvoir être publiés dans les grandes revues scientifiques chinoises. La langue chinoise devient obligatoire à partir de la première année de collège. Au Xinjiang, les carrières scientifiques et politiques sont fermées à ceux qui ne connaissent pas le chinois. Dans les autres domaines économiques, et surtout dans la fonction publique, les bilingues ouïgour-chinois sont favorisés pour l'accès à l'emploi.

Dans les années 1990, les cours obligatoires de chinois commencent en troisième année d'école primaire. Dans tous les lycées, des classes expérimentales sont créées pour les étudiants bilingues. Les cours de sciences humaines sont donnés en ouïgour, ceux des sciences dures en chinois. Sur le marché du travail qualifié, le bilinguisme devient nécessaire.

Depuis 2002, tous les enseignements universitaires sont donnés en chinois : les professeurs d'université ouïgours doivent être bilingues sous peine de renvoi.

Depuis 2010, les classes bilingues sont créées depuis l'école maternelle et à tous les niveaux. Toutes les matières sont enseignées en langue chinoise sauf la littérature ouïgour.

Dans la mise en place du système écolinguistique actuel, indéniablement, les politiques linguistiques éducatives ont joué un rôle considérable pour limiter la place de la langue ouïgour dans l'éducation. Il existe peu de débouchés professionnels fondés sur la maîtrise de la langue ouïgour.

Dans ce contexte, quel est l'avenir de la langue ouïgour ? Les ouïgours vont-ils se détourner de leur propre langue ? Ce sont les sujets de notre discussion.

Les mots clés : Politique linguistique, éducative, bilinguisme, ouïgour, chinois.

Références :

TOURNADRE Nicolas, 2002, *Le bilinguisme tibétain-chinois : situation et enjeux*, Perspectives chinoises, année 2002 volume 74 N°1, pp.31-37. Disponible sur le site : www.persee.fr/doc/perch_1021-9013_2002_num_74_1_2804QIN
[Xavier, 2011](#), *Les minorités ethniques en Chine, Entre inégalités sociales et croissance économique : quelles voies vers une société harmonieuse ?*, China Institute, Politique intérieure, Chine, www.china-institute.org

ROY DENIS

Université de Moncton
denis.roy@umoncton.ca

Politiques et droits linguistiques

Il m'apparaît qu'une distinction fondamentale doit être faite entre des politiques linguistiques donnant lieu à des obligations juridiques (par le biais législatif), et des politiques linguistiques mises en œuvre en réponse à des obligations linguistiques. Le premier présente la possibilité d'un développement réel et progressif de droits linguistiques alors que le second, au contraire, tend vers la stagnation de ces droits.

Dans le cadre de ma présentation, j'entends illustrer mon propos en me servant à titre de laboratoire, deux moments charnières de l'histoire politique de la province du Nouveau-Brunswick au Canada. Alors que les politiques linguistiques mises en place dans la province dans les années 70 ont pavé la voie à de constantes et véritables avancées dans un nombre importants des domaines visés, les politiques linguistiques adoptés dans les années 90 portant sur la langue de service piétinent. Au lieu d'avoir favorisé la concrétisation d'obligations législatives dans la fonction publique de la province, la politique sur la langue de service semble murailleur la fonction publique contre ces obligations.

SAGGIOMO CARMEN

Università degli Studi della Campania "Luigi Vanvitelli"
cargide@libero.it

Valutare una politica linguistica: il diritto alla traduzione come profilo di un diritto fondamentale

Uno degli impegni di fondo dell'Unione europea consiste nel realizzare una politica linguistica tale da garantire quella unità nella diversità che si esprime nella convivenza tra le lingue nazionali e nella loro reciproca comprensione. L'UE si propone, perciò, di tutelare non solo l'identità delle diverse lingue – come propria della dignità di ogni nazione – ma la loro concreta armonia. Ogni politica linguistica implica una serie di politiche concrete (*policies*) e un suo prezzo che vanno adeguatamente valutati. Ma tale azione non è pensabile senza un suo particolare pilastro, che garantisca, ai fini della convivenza, istituti di traduzione.

Una politica linguistica non va considerata una pura pratica di buoni sentimenti, ma va misurata con precisi indicatori (vedi Giovanni Agresti). Quali sono i criteri invocabili per una tale valutazione? Sono certamente individuabili indicatori economici, culturali e sociali. Anche in questo Convegno ci si propone un approfondimento di itinerario.

Ci si può soffermare, però, su un particolarissimo profilo che riguarda il "diritto alla traduzione" all'interno degli ordinamenti penali garantito dalla direttiva 2010/64/UE. Qui il problema della traduzione non riguarda soltanto la necessità di garantire la convivenza fra più lingue e nazioni, perché investe gli stessi diritti fondamentali dei singoli, cioè delle persone coinvolte in un processo giudiziario, ancor più da tutelare se imputate.

Dare dignità a ogni lingua significa tutelare la complessiva salute dell'UE, fatta di comunità nazionali e di gruppi diffusi. Se non si garantisce questa salute, possono corrersi obiettivi pericoli di disuguaglianze gravi, di emarginazioni e conflitti, fino alla rottura della stessa coesione sociale.

Se, a questo punto, si guarda al diritto di tradurre negli ordinamenti penali, l'indicatore capace di valutare una politica linguistica va considerato sotto un ulteriore profilo: quello della garanzia dei diritti fondamentali, così come previsti dalla stessa CEDU. In tal caso, l'indicatore per la valutazione della politica linguistica non è solo economico, culturale e sociale, ma anche più propriamente giuridico, nel senso di quella protezione dei diritti fondamentali che è posta a fondamento dell'Unione. Qui il criterio valutativo della politica linguistica non concerne soltanto un obiettivo di larga scala, perché è radicato negli stessi diritti dei singoli appartenenti all'Unione.

Parole chiave: politica linguistica, diritto alla traduzione, diritto alla comprensione, diritti fondamentali, valutazione

STOLFO MARCO

Università degli studi di Udine
marco.stolfo@uniud.it

La lingua friulana: un valore, un diritto e un'opportunità in cerca di tutela e di sviluppo

Nel contesto delle minoranze linguistiche in Italia e in Europa quella friulana rappresenta, da più punti di vista, un caso esemplare. Ciò vale non solo per le modalità con le quali è stata messa in atto la sua minorizzazione, ma anche per la costanza con cui questa comunità ha espresso le proprie istanze di riconoscimento e tutela, e per come, non senza contraddizioni, si è cominciato a dare attuazione alla valorizzazione della lingua e del corrispondente patrimonio linguistico e culturale e a perseguire l'affermazione concreta di quei diritti fondamentali legati all'uso della lingua stessa, attraverso norme, atti e azioni di politica linguistica.

Il trentennale della definizione di quella che è diventata la grafia ufficiale della lingua friulana, celebrato lo scorso 19 luglio a Udine, il ventennale della legge regionale 15/1996 – il primo provvedimento organico dedicato al friulano approvato dal Consiglio regionale del Friuli-Venezia Giulia – e, nel 2017, il prossimo decennale della legge regionale 29/2007, con cui la Regione autonoma Friuli-Venezia Giulia ha aggiornato e potenziato la propria azione a favore della promozione della lingua friulana come patrimonio comune, come diritto e come opportunità, costituiscono altrettante occasioni per “fare il punto della situazione”.

Ci si propone, pertanto, di illustrare l'evoluzione della normativa riguardante la lingua friulana, anche attraverso il confronto con altre situazioni comparabili, presenti sia nello Stato italiano che altrove in Europa, e di identificare una serie di elementi di valutazione circa i risultati conseguiti attraverso l'attuazione della normativa stessa e quindi con la predisposizione e la realizzazione di azioni strategiche ed interventi specifici di politica linguistica.

In questo ambito ci si soffermerà su alcune peculiarità del caso friulano, sia in termini teorici che da un punto di vista operativo: la costante e positiva centralità attribuita alla lingua “come lingua” (dalla finalità strategica già esplicitata nell'articolo 10 della L.R. 15/1996, alla sua articolazione plurale presente nelle previsioni della L.R. 29/2007); la costante attenzione manifestata nei confronti della dimensione europea e internazionale e della cooperazione tra comunità linguistiche e tra territori ed istituzioni; la creazione di organismi specifici di politica linguistica per il friulano (prima l'OLF, *Osservatorio sulla lingua e la cultura friulane*, e poi l'ARLeF, *Agenzie regional pe lenghe furlane*) e di strutture amministrative per tutte le lingue minoritarie (il Servizio istituito con la L.R. 15/1996); il metodo della programmazione e della pianificazione linguistica, sviluppato in particolare con la più recente L.R. 29/2007.

Si provvederà così a comparare una serie di dati riguardanti l'applicazione della normativa e quindi a valutare l'impatto dell'azione di politica linguistica, nei settori degli usi pubblici della lingua, dell'istruzione, dei media e della produzione culturale, sia in base a documentazione di carattere amministrativo che alla luce degli esiti di ricerche di carattere sociolinguistico (in particolare quella commissionata all'Università degli studi di Udine da parte dell'ARLeF e realizzata tra il 2014 e il 2015) e di specifici studi di settore come un'inedita analisi a campione riguardante l'uso della lingua friulana nella comunicazione politica, nella regione Friuli-VG, tra il 2006 e il 2016.

Parole chiave: lingua friulana, politica linguistica, politica, comunicazione, istruzione, media, usi pubblici, normativa di tutela, grafia ufficiale, ARLeF, OLF, L.R. 15/1996, L.R. 29/2007, L. 482/1999, Friuli-Venezia Giulia, Italia, Europa, sociolinguistica

TOSCO MAURO

Università di Torino
mauro.tosco@unito.it

Education, linguistic minorities and free market

A common view among advocates of linguistic rights is that price-tags must be excluded from education in general, and education in minority languages in particular. Education is seen as a basic human right which must be provided for by government (cf, e.g., Skutnabb-Kangas 1999). The idea receives a good deal of support from the observation that parents, with an eye towards economic opportunities, may choose to have their children educated in an international medium (generally, English) at the expense of schooling in a local language (thus, enrollment in Bantu-language schools diminished in South Africa after the end of Apartheid and forced mother-tongue education). If many, maybe most, people would freely *not* choose to learn a minority language and culture, it seems inescapable to argue for state-enforced curricula, possibly agreed upon democratically.

Obviously, a good deal of skepticism on the effectiveness of schooling as a major tool in the preservation and revitalization of minority languages was already expressed by Fishman. Stressing how ‘[T]he Irish experience alone should disabuse us of that fallacy,’ Fishman remarked how the idea that ‘the “school can solve it” approach is linked to the fact that ‘most other social institutions that traditionally contributed in major ways to the enculturation of the young

(the family, the church, the youth movement, the armed forces) have suffered serious decreases in power and in influence' (Fishman 1991: 368-402).

The presentation argues that a market-oriented education is in principle a better solution to the special educational needs of linguistic minorities. After dealing with past and contemporary cases of private schooling in minority languages, the presentation expands on Tooley (1992), and revolves around the basic idea that in a free-market-based education a minority can go along with its own idea of what the best curriculum (and the best teaching medium) should be, and implement it. Not even a majority of the minority must be convinced of the feasibility and general convenience of education in a minority, or even a dwindling, language: a language-conscious minority may implement its ideas and have them judged by the majority through its results. Any market-oriented solution to language problems (educational issues included) is on the other hand bound to face powerful, maybe impassable obstacles especially by government agencies, generally bent on fostering centrally mandated policies. Still, as remarked by Joseph (2004: 80) 'requiring a language as a school subject seems to be the most effective way to guarantee that the younger generation will resent it and reject it.'

Keywords: minority languages, schooling, free market.

References

Fishman, Joshua A. 1991. *Reversing Language Shift*. Clevedon: Multilingual Matters.

Joseph, John E. 2004. *Language and Identity: National, Ethnic, Religious*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire & New York: Palgrave Macmillan.

Skutnabb-Kangas, Tove. 1999. Education of Minorities. In: Joshua A. Fishman (ed.), *Handbook of Language and Ethnic Identity*. New York: Oxford University Press: 42-59.

Tooley, James. 2002. Education in the Voluntary City. In: David T. Beito, Peter Gordon, and Alexander Tabarrok (eds.), *The Voluntary City: Choice, Community, and Civil Society*. Ann Arbor: The University of Michigan Press & The Independent Institute: 223-251.

TREDICINE ANTONELLA

I.C. "Via Ferraironi", Roma
roantas@libero.it

29

Da uno 'spazio senza lingua' alle parole per accogliere. Manušikané-umanamente

Il rom, come sostiene J.P. Liégeois in *Roms et Tsiganes, La découverte*, "n'est plus interdit, mais contrôlé, il n'est plus rejeté mais fondu dans la masse. La langue, le vêtements, les manifestations culturelles sont interdits". Allora, qual è il posto della lingua romani nella scuola?

Delle tante strategie messe in atto per favorire l'inclusione di Rom e Sinti il canale linguistico si rivela il più trascurato. Il contributo nasce dalla convinzione che affermare il valore politico e affettivo del linguaggio, dunque dei ricordi e idiomi privati che sottraggono all'oblio, sia elemento fondante per valorizzare l'alterità. La tradizione narrativa è una risorsa educativa per ri-scoprire la comune appartenenza all'umanità, un'umanità consapevole della diversità. Il narrare dell'Altro fa emergere differenti modi di interpretarci e consente di rielaborare il nostro Sé culturale ri-orientando l'Antropologia dell'Educazione dal piano della conoscenza a quello del riconoscimento dell'Altro, conferendole la dimensione dinamica di rinegoziazione di punti di vista diversi, che decostruiscono nuove e più oculate forme di colonialismo culturale.

La presenza dei rom, dei migranti ci dà la possibilità di costruire con loro "una cultura al plurale" (M. de Certeau, *La presa della parola*), di offrire a tutti gli studenti una pluralità di percorsi costantemente riadattati, nei quali ognuno abbia libero spazio di parola, evitando che il nostro sguardo non li trasformi in oggetto di studio e di curiosità.

L'esperienza dell'aula, il terreno per l'antropologo, insegna a declinare l'esercizio paziente dell'ascolto e dello sguardo; praticare la diversità educa a passare, non solo lessicalmente, dalla visione del migrante-rom come problema, al migrante-rom come patrimonio umano, culturale: indica la via per cambiare la postura etnocentrica che ci porta a classificare problematico tutto ciò che non rientra nei nostri criteri prescrittivi. Le parole, in questo progetto politico, assolvono un ruolo imprescindibile: educare al plurilinguismo è il primo passo per favorire il portato culturale di ognuno basato su pari possibilità di accesso alla dimensione linguistica ma soprattutto significa promuovere la presa di parola dell'Altro per far valere la propria differenza. Ogni società tende ad usare la lingua come strumento per riprodursi in forme immutate, creando soggetti adeguati al proprio modello dominante. Resistere a questa reiterata forma di potere significa trasformare il gap linguistico in patrimonio condiviso tra universi culturali e linguistici diversi. In questa ottica, l'insegnamento di Italiano L2 sarà solo un aspetto delle strategie educative accanto all'attivazione di laboratori interetnici tenuti da migranti e rom in grado di valorizzare la cultura madre al fine di migliorare le competenze, di trasformare positivamente il sistema valoriale degli alunni non italofofoni in modo da renderli protagonisti, attraverso "parole" per riconoscersi.

Abitare più lingue, ciò che sta dietro alle lingue, la visione del mondo che le ha create, è manušikané-*umanamente*-, una comune un'opportunità di crescita.

Parole chiave: lingua-potere; colonialismo culturale; relazioni asimmetriche di potere; atti linguistici; mimetismo adattivo / disalienazione culturale; alterità negate; presa della parola; principio di reciprocità; svolta etica interculturale.
